

REGISTRE PUBLIC D'ACCESSIBILITE



SOMMAIRE

Renseignements généraux

A1 Tenue du registre public d'accessibilité

A2 Renseignements sur l'établissement

1. Attestations d'accessibilité (établissement conforme sans travaux, fin de travaux neufs ou fin d'agenda d'accessibilité programmée)
2. Calendrier de mise en accessibilité de l'établissement issu de l'agenda d'accessibilité programmée
3. Bilan des travaux et autres actions de mise en accessibilité réalisés à la moitié de l'agenda (si durée de l'agenda > 3 ans)
4. Arrêtés préfectoraux accordant les dérogations aux règles d'accessibilité
5. Notices d'Accessibilité (en cas de travaux)
6. Document d'aide à l'accueil
7. Contrats de maintenance des équipements d'accessibilité
8. Description des formations et attestations de formation des personnels chargés de l'accueil des personnes handicapées (ERP des catégories 1 à 4)
9. Documents spécifiques établissement de transport collectif (gares, aéro-gares...)

Renseignements généraux

A1 Tenue du registre public d'accessibilité

A2 Renseignements sur l'établissement

A1 Tenue du registre public d'accessibilité

La tenue du registre public d'accessibilité est rendue obligatoire par :

- 1) L'article L.111-7-3- code de la construction et de l'habitation
- 2) Le décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements et des installations ouvertes au public
- 3) L'arrêté du 19 avril 2017 fixant le contenu et les modalités de diffusion et de mise à jour du registre public d'accessibilité (l'article 3 précise que ce registre est consultable par le public sur place au principal point d'accueil accessible de l'établissement, éventuellement sous forme dématérialisée).

A2 Renseignements sur l'établissement

Raison sociale CC CHAMBERY CHAMNORD
- Réseau Club Bouygues Telecom

Adresse de l'établissement CC CHAMNORD - AV DES LANDIERS

Tél : 04.79.68.87.76

Nature de l'activité Magasin de vente téléphonie

Adresse du siège social : RESEAU CLUB BOUYGUES TELECOM
« Le Technopôle »
13-15 rue du Maréchal Juin
92 360 MEUDON LA FORÊT

Tél : 01 95 10 75 10 99

Renseignements propres aux établissements recevant du public

Type : M

Catégorie : 5eme

Autorisation d'ouverture donnée le :

Renseignements propres aux immeubles de grande hauteur

Classe : Sans objet

Inscription au fichier départemental le : Sans objet

Information sur les prestations fournies dans l'établissement

Au moins une borne d'accueil et / ou caisse de paiement est adaptée aux PMR. Elles sont utilisables en position debout ou assis

1. Attestations d'accessibilité (établissement conforme sans travaux, fin de travaux neufs ou fin d'agenda d'accessibilité programmée)

2. Calendrier de mise en accessibilité de l'établissement issu de l'agenda d'accessibilité programmée



**Demande d'autorisation de construire, d'aménager
ou de modifier un établissement recevant du public (ERP)
Cette demande vaut également demande d'approbation
d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap)**

pour un seul ERP sur une, deux ou trois années : Oui Non
Articles L. 111-8 et D. 111-19-34 du code de la construction et de l'habitation

- Cadres 1 à 3** informations nécessaires à l'instruction de l'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public
Cadre 4 informations nécessaires à la vérification de la conformité aux règles de sécurité et d'accessibilité en application de l'article R. 111-19-17, R. 123-22 du code de la construction et de l'habitation
Cadre 5 Informations nécessaires à l'instruction des dérogations ou modalités particulières d'application des règles de sécurité ou d'accessibilité
Cadre 6 informations nécessaires à l'instruction de l'Agenda d'accessibilité programmée
Cadre 7 engagement du demandeur

Vous pouvez utiliser ce formulaire si :

- vous souhaitez construire, aménager ou modifier un établissement recevant de public
 - et votre projet n'est soumis ni à un permis de construire ni à un permis d'aménager
 - et le cas échéant, demander l'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée (Ad'aP) pour la mise en accessibilité de votre établissement sur une, deux ou trois années
- Cette demande vous permet d'accomplir les formalités nécessaires**

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° de l'autorisation

AT _____

Le cas échéant, n° de la déclaration préalable¹ effectuée au titre du code de l'urbanisme :

Date de dépôt en mairie : _____

1 - Identité du demandeur. Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation et, dans le cas d'une co-signature par plusieurs personnes physiques ou morales d'une demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée, le chef de file du suivi du dossier
Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur papier libre⁽²⁾

Vous êtes un particulier

Madame

Monsieur

Nom : Prénom : Date de naissance : _____

Vous êtes une personne morale

Raison sociale et dénomination : Réseau.Clubs.Bouygues.Telecom.....

N° Siret : 423 032 598 04811

Représentant de la personne morale : Madame Monsieur

Nom : ALEXANDRE . Prénom : Luc Date de naissance à défaut de N° Siret : -

2 - Coordonnées des ou du demandeur(s) *Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur papier libre²*

Adresse Numéro : 13-15 Voie : Avenue du Maréchal Juin

Lieu-dit : Le Technopôle Localité : Meudon La Forêt

Code postal 92366 BP cedex _____

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : Division territoriale :

Téléphone fixe : 01 81 75 00 99 Portable : _____

Indicatif si pays étranger : _____ Courriel : LUALEXAN @ rcbt.fr

¹ Votre projet peut également être soumis au respect de la réglementation de l'urbanisme et nécessiter l'obtention d'une déclaration préalable notamment s'il entraîne un changement de destination du bâtiment, modifie des structures porteuses ou le volume d'une construction existante. Si une déclaration préalable est nécessaire, elle sera instruite en parallèle de la présente autorisation.

² Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessus. Une copie des décisions concernant les autorisations de travaux sera adressée aux autres demandeurs, lesquels seront co-titulaires de l'autorisation.

4.3 – Nature des travaux (*plusieurs cases possibles*)

- Construction neuve
- Travaux de mise en conformité totale aux règles d'accessibilité
- Extension
- Réhabilitation
- Travaux d'aménagement (remplacement de revêtements, rénovation électrique, création d'une rampe, par exemple)
- Création de volumes nouveaux dans des volumes existants (modification du cloisonnement, par exemple)

Surface de plancher avant travaux : Surface de plancher après travaux :

Modification des accès en façades

Le cas échéant, si toute présente demande ne vaut pas demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée, préciser si ces travaux mettent en œuvre des engagements d'un Ad'ap déposé antérieurement.

Oui : Ad'AP n° _____ validé le : _____

Non

Cette demande fait l'objet d'une déclaration ou autorisation au titre du code de l'environnement (produits dangereux stockés ou utilisés) : Oui Non

4.4 – Effectif

Effectif maximum susceptible d'être admis même temporairement par niveau (suivant le calcul réglementaire défini par le règlement incendie) en indiquant les principaux locaux accessibles au public et les taux d'occupation

	Types de locaux (local / taux d'occupation)	Public	Personnel	TOTAL
Sous-sol	Sans objet	/	/	/
Rez-de-chaussée	Surface de vente 62.9m ²	11	4	15
1 ^{er} étage	Sans objet	/	/	/
2 ^e étage	Sans objet	/	/	/
3 ^e étage	Sans objet	/	/	/
Effectif cumulé		11	4	15

Veillez joindre une note annexe si le projet le nécessite (nombre d'étages supérieur à 3, présence d'une mezzanines, etc)

4.5 - Stationnement

Stationnement couvert Parcs de stationnement intégrés ou isolés

Si parc existant, préciser son année de permis de construire (PC) initial : _____

	Avant réalisation du projet	Après réalisation du projet
Nombre de places de stationnement		
Dont nombre de places réservées aux personnes handicapées		

5 - Dérogations et/ou adaptations mineures**5.1 – Dérogations**

Ce projet comporte une demande de dérogation :

Au titre de la sécurité incendie (Article R.123-13 du CCH) : Nombre de dérogations demandées :

Chaque demande doit faire l'objet d'une fiche détaillée rédigée sur papier libre indiquant notamment les règles auxquelles il est demandé de déroger (référence article et libellé), les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans) et leur justification (motivation et mesures compensatoires proposées)

Au titre de l'accessibilité (Article R. 111-19-10 du CCH) : Nombre de dérogations demandées :

Chaque demande doit faire l'objet d'une fiche détaillée rédigée sur papier libre indiquant notamment les règles auxquelles il est demandé de déroger (référence article et libellé), les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans) et leur justification (motivation et mesures de substitution proposées pour les ERP exerçant une mission de service public)

5.2 – Modalités particulières d'application

Le projet présente des contraintes liées à la structure du bâtiment qui justifient des modalités d'application particulières telles que définies par l'arrêté prévu à l'article R. 111-19-7 IV du Code de la construction et de l'habitation

(veillez expliciter les adaptations prévues et les contraintes structurelles dont elles découlent)

Veillez joindre une note annexe si le projet le nécessite

6 – Agenda d'accessibilité programmée

Ce projet comporte une demande d'Agenda d'accessibilité programmée sur une, deux ou trois années

Avez-vous antérieurement bénéficié d'une prorogation du délai de dépôt au titre d'une situation financière délicate ou suite à un refus d'un premier agenda? (Article L. 111-7-6 du code de la construction et de l'habitation)

Oui Non

Si oui, veuillez joindre l'arrêté préfectoral correspondant

6-1 Situation de votre établissement à la date de la demande au regard des obligations d'accessibilité en vigueur définies par l'arrêté prévu à l'article R. 111-19-7 du code de la construction et de l'habitation

(Parties de l'établissement accessibles, parties restant à mettre en accessibilité, dérogations obtenues...)

Etablissement déjà accessible aux handicapés. Il est prévu qu'il le reste après travaux.

Ceux-ci vont être réalisés en une seule phase courant 2017.

Veuillez joindre une note annexe si le projet le nécessite

6-2 Chiffrage et calendrier détaillés de la mise en accessibilité de l'établissement

Les actions concourant à la mise en accessibilité de l'établissement sont les travaux définis dans la notice descriptive d'accessibilité (Article R. 111-19-19 CCH, pièce n° 10 du bordereau de dépôt des pièces à joindre), ainsi que l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, etc., et les autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public (signalétique)

Actions de mise en accessibilité programmées	Date de début (semestre, mois, ...)	Date de fin (semestre, mois, ...)	Coût prévisionnel

Veuillez joindre une note annexe si le projet nécessite un plus grand nombre d'actions de mise en accessibilité.

Coût de la mise en accessibilité	
Année 1	
Année 2	
Année 3	
Total	

7 - Engagement du ou des demandeur(s)

J'atteste avoir qualité pour demander cette autorisation :

Je (nous) soussigné(és), auteur(s) de la demande, certifie(ions) exacts les renseignements qui y sont contenus.

J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier et par les chapitres II et III du titre II du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment celles concernant l'accessibilité et la sécurité incendie et m'engage à respecter les règles du code de la construction et de l'habitation relatives à la solidité et à la sécurité des personnes.

à [Meudon La Forêt](#)

Le :

[Monsieur Luc ALEXANDRE](#)

Signature du (des) demandeur(s)

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre :
 Si vous êtes un particulier : La loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant lorsqu'ils ne portent pas atteinte à la recherche d'infractions fiscales et la possibilité de rectification sous réserve des procédures prévues au code général des impôts et au Livre des procédures fiscales. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.



Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un Etablissement recevant du public et à la demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée le cas échéant

Veillez cocher les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reporter le numéro correspondant sur la pièce jointe.

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que la commission de sécurité et d'accessibilité pourra lui demander des pièces complémentaires si la compréhension du projet le nécessite.

Pièces	Numéro de la pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input checked="" type="checkbox"/> Imprimé de demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public et de demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée le cas échéant	1	4
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de situation	2	4

1 - Dossier destiné à la vérification de la conformité aux règles de sécurité incendie (Art. R. 123-22 du code de la construction et de l'habitation)

Pièces	Numéro de la pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input checked="" type="checkbox"/> Une notice récapitulant les dispositions prises pour satisfaire aux mesures prévues par le règlement de sécurité et notamment : <ul style="list-style-type: none"> • les matériaux utilisés pour le gros œuvre, la décoration et les aménagements intérieurs • la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap 	3	3
<input checked="" type="checkbox"/> Un plan de situation, des plans de masse et de façades des constructions projetées faisant ressortir : <ul style="list-style-type: none"> • les conditions d'accessibilité des engins de secours • les largeurs des voies et les emplacements des baies d'intervention pompiers • la présence de tout bâtiment ou local occupé par des tiers 	4	3
<input checked="" type="checkbox"/> Des plans de coupe et des plans de niveaux, ainsi qu'éventuellement ceux des planchers intermédiaires aménagés dans la hauteur comprise entre deux niveaux ou entre le dernier plancher et la toiture du bâtiment, faisant apparaître notamment : <ul style="list-style-type: none"> • les largeurs des passages affectés à la circulation du public tels que les dégagements, escaliers, sorties • la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap • les caractéristiques des éventuels espaces d'attente sécurisés 	5	3
<input type="checkbox"/> La ou les demande(s) de dérogation(s) éventuelle(s), la ou les fiche(s) explicative(s) et tous les documents utiles à leur justification	6	3

N. B : les documents de détail intéressant les installations techniques doivent pouvoir être fournis par le constructeur ou l'exploitant avant le début des travaux portant sur ces installations ; ils sont alors communiqués à la commission de sécurité

2 - Dossier destiné à la vérification de la conformité aux règles d'accessibilité (Arrêté du 11 septembre 2007 DEVU0763039A) (PC 39 ou PA 50)

Pièces	Numéro de la pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input checked="" type="checkbox"/> Plan côté dans les trois dimensions (longueur, largeur, hauteur), à une échelle adaptée, précisant : <ul style="list-style-type: none"> • les cheminements extérieurs (fonctions, largeurs, pentes, dévers, éclairage, solutions techniques pour assurer le guidage, le repérage, ...) • les raccordements (voirie/parties extérieures de l'établissement ; parties extérieures/parties intérieures du ou des bâtiments constituant l'établissement) • les circuits destinés aux piétons et aux véhicules (liaison accès au terrain/voie interne/places de stationnement adaptées/circulations piétonnes/entrée de l'établissement) • les espaces de manœuvre, de retournement et de repos extérieurs • les pentes des plans inclinés et les dévers de cheminement 	7	3

<input checked="" type="checkbox"/> Plan côté dans les trois dimensions (longueur, largeur, hauteur), à une échelle adaptée, pour chaque niveau et pour chaque bâtiment précisant : <ul style="list-style-type: none"> • Les circulations intérieures horizontales et verticales (fonctions, largeurs, pentes, dévers ...) • Les aires de stationnement • Les locaux sanitaires destinés au public • Le sens d'ouverture des portes et leur espace de débattement • Les espaces d'usage, de manœuvre, de retournement et de repos intérieurs • L'emplacement des appareils sanitaires et leurs accessoires obligatoires • Les places de stationnements adaptées et réservées aux personnes handicapées et la mention du taux de ces places • Cas particuliers des ERP de 5^{ème} catégorie situés dans un cadre bâti existant et des IOP existantes : Délimitation de la partie de bâtiment accessible aux personnes handicapées et indications permettant de s'assurer que les prestations sont accessibles dans cette partie. 	8	3
<input checked="" type="checkbox"/> Plans avant travaux s'il s'agit d'un bâtiment existant	9	3
<input checked="" type="checkbox"/> Notice descriptive présentant les points suivants pour expliquer comment le projet prend en compte l'accessibilité (Art. R. 111-19-19 CCH) : <ul style="list-style-type: none"> • Dimensions des locaux ouverts aux usagers de l'établissement • Caractéristiques fonctionnelles et dimensionnelles des équipements techniques et des dispositifs de commande utilisables par le public • Nature et couleur des matériaux et revêtements de sols, murs et plafonds • Traitement acoustique des espaces • Dispositif d'éclairage des parties communes et, le cas échéant, niveaux d'éclairage et moyens éventuels d'extinction progressive des luminaires <p>S'il s'agit d'un établissement ou d'une installation recevant du public assis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Emplacements accessibles aux personnes en fauteuil roulant : nombre, taux par rapport au nombre total de places assises, localisation, cheminements permettant d'y accéder depuis l'entrée de l'établissement • Dans le cas d'un établissement recevant du public assis de plus de 1 000 places, l'arrêté municipal fixant le nombre d'emplacements accessibles <p>S'il s'agit d'un établissement disposant de locaux d'hébergement destinés au public</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre et caractéristiques des chambres, salles d'eau et cabinets d'aisance accessibles aux personnes handicapées : taux de ces chambres et locaux par rapport au nombre total de chambres, localisation, répartition par catégorie, le cas échéant <p>S'il s'agit d'un établissement ou d'une installation comportant des cabines d'essayage, d'habillage ou de déshabillage ou des douches :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre et caractéristiques des cabines et douches accessibles aux personnes handicapées <p>S'il s'agit d'un établissement ou d'une installation comportant des caisses de paiement disposées en batterie</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de caisses aménagées pour être accessibles aux personnes handicapées et leur localisation 	10	3
<input type="checkbox"/> Dans le cas d'un parking de plus de 500 places, couvert ou non, dépendant d'un établissement recevant du public ou d'une installation ouverte au public : Arrêté municipal prévu à l'article 3 de l'arrêté du 1 ^{er} août 2006 (NOR : SOCU0611478A) fixant le nombre de places de stationnement automobile adaptées et réservées	11	3
<input type="checkbox"/> La ou les demande(s) de dérogation(s) éventuelle(s), la ou les fiche(s) explicative(s) et tous les documents utiles à leur justification	12	3

3 - Dossier destiné à la vérification de la demande de validation de l'Ad'ap

Pièces	Numéro de la pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input type="checkbox"/> Si le propriétaire ou l'exploitant de cet établissement est une collectivité territoriale ou un établissement public, la délibération de, respectivement, son organe délibérant ou son conseil d'administration l'autorisant à présenter la demande de validation de l'agenda	13	3
<input type="checkbox"/> Si le propriétaire ou l'exploitant de cet établissement est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale, les modalités de la politique d'accessibilité menée sur le territoire et tout particulièrement les concertations menées avec les représentants des commerçants sur les questions de voirie et d'accès de leurs établissements recevant du public	14	3
<input type="checkbox"/> Si des concertations ont été menées pendant l'élaboration de l'agenda avec les partenaires du projet, dont notamment les associations de personnes handicapées, les comptes-rendus des dites concertations	15	3
<input type="checkbox"/> En cas de co-signataires, les engagements financiers de chacun d'eux.	16	3

Engagement du maître d'ouvrage sur la solidité

Je soussigné LUC ALEXANDRE agissant en tant que représentant de la société RESEAU CLUBS BOUYGUES TELECOM, Le Technopôle - 13,15 Rue du Maréchal Juin - 92366 Meudon la Forêt, dans le cadre du projet d'aménagement du magasin Club Bouygues Télécom cité en référence:

Centre commercial CHAMNORD - 1097 Avenue des Landiers
73000 CHAMBERY

M'engage à respecter les règles générales de construction et notamment celles relatives à la solidité des ouvrages, eu égard à l'article 45 du décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de la sécurité et de l'accessibilité.

Fait à Meudon la Forêt, le

Signature :

Réseau Clubs Bouygues Telecom
« Le Technopôle »
13-15, avenue Maréchal Juin
92366 MEUDON LA FORET CEDEX

Engagement du maître d'ouvrage sur les effectifs reçus et l'incendie

Je soussigné LUC ALEXANDRE agissant en tant que représentant de la société RESEAU CLUBS BOUYGUES TELECOM, Le Technopôle - 13,15 Rue du Maréchal Juin - 92366 Meudon la Forêt, dans le cadre du projet d'aménagement du magasin Club Bouygues Télécom cité en référence:

Centre commercial CHAMNORD - 1097 Avenue des Landiers
73000 CHAMBERY

M'engage à respecter les normes de sécurité en matière de protection incendie mentionné dans le Code de la construction et de l'Habitation (articles R 123.1 à R123.55, R152.4 et 152.5), l'arrêté du 25 juin 1980 modifié, l'arrêté du 22 décembre 1981 modifié pour l'ensemble des locaux à risque dans la demande d'autorisation de travaux ci-jointe.

Fait à Meudon la Forêt, le

Signature :

Réseau Clubs Bouygues Telecom
« Le Technopôle »
13-15, avenue Maréchal Juin
92366 MEUDON LA FORET CEDEX



Accessibilité des personnes à mobilité réduite aux Établissements et Installations ouvertes au public (E.R.P. et I.O.P.)

Bureau Gestion
des Politiques
Publiques
Mission
Accessibilité

NOTICE D'ACCESSIBILITE

(D'autres types de notices peuvent être utilisés mais les éléments de détail prévus par le décret du 11 septembre 2007 devront impérativement y figurer)

1- RAPPELS

Réglementation

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 modifié par décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007
- Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007
- Arrêté du 22 mars 2007 modifié par l'arrêté du 03 décembre 2007
- Arrêté du 9 mai 2007
- Arrêté du 11 septembre 2007
- Annexe 3 à l'arrêté du 22 mars 2007 modifié par l'arrêté du 03 décembre 2007
- Circulaire 2007-53 du 30 novembre 2007
- Arrêté du 8 décembre 2014

L'obligation concernant les ERP et IOP

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R.111-19 à R.111-19-12 du code de la construction et de l'habitation.

L'article R. 111-19-1 précise :

« Les établissements recevant du public définis à l'article R. 123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, **quel que soit leur handicap.**

"L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements"

Fin de travaux

Selon l'article R.111-19-29 du CCH en fin de travaux :

- Dans le cas d'un permis de construire : l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de constructions sera confirmé par une **ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DES REGLES D'ACCESSIBILITE** qui sera jointe à la DAACT telle que définie par les articles R.111-19-27 à R.111-19-28 du code de la construction et de l'habitation :
- Dans le cas d'une autorisation de travaux : le maître d'ouvrage doit solliciter le passage de la commission d'accessibilité compétente.

Définition de l'accessibilité :

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation.

Art. R. 111-19-2. - Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des

personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente.

Le projet doit prendre en compte tous les types de handicaps (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques).

C'est ainsi que seront notamment pris en compte :

Pour la déficience visuelle : des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité d'éclairage ;

Pour la déficience auditive : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée ;

Pour la déficience intellectuelle : des exigences en termes de repérage et de qualité d'éclairage ;

Pour la déficience motrice : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et équipements.

2- OBJET DU DOCUMENT

La présente notice précise, dans le cadre d'une construction, d'un aménagement ou d'une modification d'un ERP, l'engagement du maître d'ouvrage vis à vis de la réglementation relative à l'accessibilité pour les personnes handicapées et fournit un cadre de renseignement pour l'examen du projet nécessaire à l'instruction du dossier (permis de construire ou autorisation de travaux).

3- OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Au stade du permis de construire ou de l'autorisation de travaux : le maître d'ouvrage prend l'engagement de respecter les règles de construction.

Il doit fournir tous les éléments connus à ce stade du projet, et décrits ci-après, permettant la vérification de la prise en compte des règles d'accessibilité facilitant l'**AVIS OBLIGATOIRE** de la commission d'accessibilité compétente (commission communale ; d'arrondissement ou sous-commission départementale d'accessibilité (SCDA))

Important : Formuler si nécessaire la demande de dérogation (art R 111-19-6 et R.111-19.10 du CCH)

Le Préfet peut accorder des dérogations, après consultation de la SCDA, aux dispositions des articles R.111-19 à R.111-19.5 et R.111-19-7 à R.111-19-9 qui ne peuvent être respectées du fait d'une impossibilité technique résultant de l'environnement du bâtiment et notamment des caractéristiques du terrain, de la présence de constructions existantes ou de contraintes liées au classement de la zone de construction, notamment au regard de la réglementation de prévention contre les inondations ou, s'agissant de la création d'un ERP ou d'une IOP dans une construction existante, en raison de difficultés liées à ses caractéristiques ou à la nature des travaux qui y sont réalisés ou pour des motifs liés à la conservation du patrimoine architectural en cas de création d'un ERP par changement de destination dans un bâtiment ou une partie de bâtiment classé ou inscrit au titre des monuments historiques.

La demande de dérogation dûment motivée, soumise à la procédure ou aux modalités prévues aux articles R.111-19-23 ou R.111-19-25 est jointe à cette notice (formulaire page 13). Cette demande indique les règles auxquelles le demandeur souhaite déroger, les éléments du projet auxquels elles s'appliquent et les justifications de chaque demande (art.4 de l'arrêté du 11 septembre 2007) Si l'établissement remplit une mission de service public, elle indique en outre les mesures de substitution proposées (art. R111-19-10b du CCH)

4- COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier transmis pour étude devra comporter les pièces suivantes:

- Dans le cadre d'un permis de construire, le dossier spécifique PC 39 doit contenir (art. R.111-19-18 et R.111-19-19) :
 - Un plan côté en trois dimensions précisant les cheminements extérieurs ; conditions de raccordement à la voirie et les espaces extérieurs de l'établissement et entre l'intérieur et l'extérieur du ou des bâtiments constituant l'établissement,
 - Un plan côté en trois dimensions précisant les circulations intérieures horizontales et verticales ; les aires de stationnement et s'il y a lieu les locaux sanitaires destinés au public,
 - La présente notice d'accessibilité,
 - Le formulaire d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un ERP.

- Dans le cadre de l'autorisation de travaux, le dossier comporte (art. R.111-19-18 et R111-19-19)
 - Le formulaire d'autorisation de travaux,
 - Un plan côté en trois dimensions précisant les cheminements extérieurs ; conditions de raccordement à la voirie et les espaces extérieurs de l'établissement et entre l'intérieur et l'extérieur du ou des bâtiments constituant l'établissement,
 - Un plan côté en trois dimensions précisant les circulations intérieures horizontales et verticales ; les aires de stationnement et s'il y a lieu les locaux sanitaires destinés au public,
 - La présente notice d'accessibilité.

Remarque : les plans côtés doivent faire apparaître aux moyens de détails (art.2 de l'arrêté du 11 septembre 2008).

- **Faire figurer** les rectangles d'espace d'usage (0,80 x 1,30) et les aires de rotation(ϕ 1,50), circuits piétons, pentes des plans inclinés,
- **Indiquer et coter** les stationnements, les cheminements usuels et les niveaux actuels et finis.
- **Coter** les paliers, sas, dégagements, couloirs, portes, pièces sanitaires, etc.

5- DONNEES CONCERNANT L'OPERATION

• Désignation de l'opération

1 – DEMANDEUR (bénéficiaire de l'autorisation)

NOM, prénoms : RESEAU CLUBS BOUYGUES TELECOM

Pour les personnes morales, nom du représentant légal ou statutaire : MR Luc ALEXANDRE

ADRESSE : Le Technopôle - 13,15 Avenue du Maréchal Juin

Code Postal : 92366

Commune : MEUDON LA FORÊT

Téléphone Fixe : 01.81.75.00.99 Portable : -

Mail : lualexan@rcbt.fr

2 - ETABLISSEMENT

NOM de l'établissement : CLUB BOUYGUES TELECOM.....

Activité avant travaux : Magasin de vente téléphonie

Activité après travaux : Magasin de vente téléphonie

IDENTITE du futur exploitant : Club Bouygues Télécom Profession libérale : ~~oui~~ non

TYPE(S) et CATEGORIE de l'établissement (selon R123-19 du CCH – voir fiche sécurité)

Type : M ; Catégorie : 1ère

ADRESSE : Centre commercial CHAMNORD - 1097 Avenue des Landiers

Code postal : 73000

Commune : CHAMBERY

Demande de permis de construire en cours : OUI

NON

• Désignation des acteurs

Maître D'ouvrage: RESEAU CLUBS BOUYGUES TELECOM

✉ Le Technopôle - 13,15 Avenue du Maréchal Juin – 92366 MEUDON LA FORÊT

Maître D'œuvre de conception: S.I.B.

✉ 45, Boulevard de l'Université – BP10199 – 44604 SAINT-NAZAIRE

☎ 02.40.17.47.47

Si celui-ci est connu, bureau de contrôle ou architecte à qui est confié l'établissement de l'attestation de prise en compte des règles d'accessibilité:

SOCOTEC

Nom de l'intervenant:



L'attention du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre est attirée par le fait que la liste suivante est non exhaustive, non limitative et À ADAPTER À CHAQUE PROJET.

Le détail de l'ensemble des dispositions réglementaires figure dans les articles R111-19 à R111-19-12 et les arrêtés du 1^{er} août 2006 modifiés par les arrêtés du 30 novembre 2007.

PRINCIPALES DISPOSITIONS TECHNIQUES CONCERNANT LE PRESENT PROJET

Détails à prendre en compte dans la notice:
(art 2-3° de l'arrêté du 11 septembre 2007)

- **les dimensions des locaux et les caractéristiques des équipements techniques et des dispositifs de commande utilisables par le public**
 - *dispositifs de contrôle d'accès, notamment digicodes et visiophones ;*
 - *portes automatiques, portillons, tourniquets ;*
 - *guichets, banques d'accueil et d'information, caisses de paiement ;*
 - *mobilier fixe, notamment tables, comptoirs, sièges, présentoirs, lits, appareils sanitaires isolés, fontaines ;*
 - *appareils distributeurs, notamment distributeurs de tickets, de billets, de boissons et denrées ;*
 - *dispositifs d'information et de communication divers, notamment signalétique, écrans, panneaux à messages défilants, bornes d'information, dispositifs de sonorisation ;*
 - *équipements de mobilité, notamment ascenseurs et appareils élévateurs, escaliers et trottoirs mécaniques ;*
 - *équipements et dispositifs de commande destinés au public, notamment dispositifs d'ouverture de portes, interrupteurs, commandes d'arrêt d'urgence, claviers...*

- **la nature et couleur des matériaux et revêtements de sols, murs et plafonds situés sur les cheminements** *(Les matériaux doivent éviter toute gêne sonore ou visuelle, dans ce but ils doivent respecter certaines dispositions)*

- **le traitement acoustique des espaces d'accueil, d'attente du public et de restauration** *(niveaux de performance visés en termes d'isolement acoustique et d'absorption des sons - aire d'absorption des revêtements et éléments absorbants > 25 % de la surface au sol de ces locaux)*

- **les dispositifs d'éclairage des parties communes : tout point du cheminement extérieur accessible, postes d'accueil, tout point des circulations intérieures horizontales, tout point de chaque escalier et équipement mobile** *(niveaux d'éclairage visés et moyens éventuellement prévus pour l'extinction progressive des luminaires)*

RENSEIGNEMENTS APPLICABLES A VOTRE PROJET

◆ **Cheminevements extérieurs** (article 2 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 (ERP neuf) ; article 2 de l'arrêté du 8 décembre 2014 (ERP dans un cadre bâti existant)).

- *Caractéristiques minimales à respecter pour le cheminement usuel (largeur, pente, espaces de manœuvre de portes, de demi tour, de repos, d'usage, ...)*
- *Repérage, guidage (contraste visuel, signalisation,...)*
- *Sécurité d'usage (hauteur sous obstacles, repérage vide sous escaliers, éveil de vigilance en haut des escaliers, ...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 20 lux)*
- ...

Le cheminement extérieur à la boutique appartient au mail de la galerie du centre commercial.

◆ **Stationnement** (article 3 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 (ERP neuf) ; article 3 de l'arrêté du 8 décembre 2014 (ERP dans un cadre bâti existant)).

- *Nombre : 2% du nombre total de places pour le public, situées à proximité de l'entrée, du hall d'accueil, de l'ascenseur, ...*
- *Caractéristiques minimales à respecter avec signalisation verticale et marquage au sol*
- *Raccordement avec cheminement horizontal sur une longueur de 1,40m minimum*
- ...

Parking du centre commercial.

◆ **Accès aux bâtiments** (article 4 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 (ERP neuf) ; article 4 de l'arrêté du 8 décembre 2014 (ERP dans un cadre bâti existant)).

- *Entrées principales facilement repérable (éléments architecturaux, matériaux différents ou contraste visuel, ...)*
- *Caractéristiques à respecter (seuil, largeur de portes, conditions de filtrage, ...)*
- *Nature et positionnement des systèmes de communication et des dispositifs de commande (interphone, poignées de portes,...)*
- ...

2 entrées principales de 4UP accessibles à tous de manière autonome. Facilement repérable par changement de revêtement de sol et enseignes au dessus du passage. Accès direct de 2510 mm et de 2710 mm de large. Les clients sont visibles directement par le personnel en entrant dans le magasin. Entrée principale accessible par la création d'un dévers de 2% sur 750 mm.

◆ **Accueil du public** (article 5 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 (ERP neuf) ; article 5 de l'arrêté du 8 décembre 2014 (ERP dans un cadre bâti existant).

- Mobilier adapté pour les personnes circulant en fauteuil roulant et facilement repérable
- Si accueil sonorisé prévoir induction magnétique et pictogramme correspondant
- Qualité d'éclairage (minimum 200 lux)
- ...

*2 comptoirs d'accueil et de paiement public en surface de vente, avec un comptoir équipé d'une caisse accessible aux PSH aux dimensions règlementaires (voir descriptif caisses). Avec un espace d'usage au droit de l'équipement. Cette caisse équipée est ouverte en priorité.
*Qualité d'éclairage de 200lux minimum avec, au dessus des caisses, un éclairage supplémentaire de type verrière à 2000 mm de haut.

◆ **Circulations intérieures horizontales** (article 6 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 (ERP neuf) ; article 6 de l'arrêté du 8 décembre 2014 (ERP dans un cadre bâti existant).

- Éléments structurants repérables par les déficients visuels
- Caractéristiques minimales à respecter (largeur des circulations, largeur des portes, espaces de manœuvre de portes,...)
- Qualité d'éclairage (minimum 100 lux)
- ...

VOIR PLAN D'ACCESSIBILITE :

Plusieurs espaces de giration diam: 1500 mm dans l'ensemble de l'établissement. Repérage des parties vitrées.

En surface de vente : * Largeur des circulations ≥ 1400 mm HsFP=2585 mm

*Qualité d'éclairage de 100lux minimum

◆ **Circulations intérieures verticales** (article 7 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 (ERP neuf) ; article 7 de l'arrêté du 8 décembre 2014 (ERP dans un cadre bâti existant).

➤ **Escaliers**

- Contraste visuel et tactile en haut des escaliers
- Caractéristiques minimales à respecter (largeur des escaliers, hauteur des marches et giron, mains courantes contrastée, ...)
- Qualité d'éclairage (minimum 150 lux)
- ...

Sans objet.

➤ **Ascenseurs**

- Obligation d'ascenseur si accueil en étages de plus de 50 personnes (100 pour type R) ou prestations différentes de celles offertes au niveau accessible
- Conforme à la norme EN 81-70 (dimensionnement, éclairage, appui, indications liées au mouvement de la cabine, annonce des étages desservis, ...)
- Possibilité d'élévateurs à usage permanent par voie dérogatoire
- ...

Sans objet.

◆ **Tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques** (article 8 de l'arrêté du 1er août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 (ERP neuf) ; article 8 de l'arrêté du 8 décembre 2014 (ERP dans un cadre bâti existant)).

- Ne peuvent remplacer un ascenseur obligatoire
- Respect de prescriptions particulières pour le repérage et l'utilisation d'arrêt d'urgence
- Doivent être doublés par un cheminement accessible non mobile ou par un ascenseur
- ...

Sans objet.

◆ **Revêtements de sols, murs et plafonds** (article 9 de l'arrêté du 1er août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 (ERP neuf) ; article 9 de l'arrêté du 8 décembre 2014 (ERP dans un cadre bâti existant)).

- Les matériaux doivent éviter tout gêne sonore ou visuel
- Dans ce but ils doivent respecter certaines dispositions (dureté, aire d'absorption des revêtements et éléments absorbants > 25 % de la surface au sol des espaces d'accueil, d'attente, de restauration, ...)
- ...

	Surface de vente
Sol	Sol Carrelage Grès Cérame REFIN 15x90cm Références : B-Welcome Blanc 15x90 B-Welcome Gris 15x90 Joint MAPEI gris moyen 112
Mur	Doublage et cloisons BA13 Peinture Bleu/Vert BOUYG 123 finition Neo Mat non Lustrant La SEIGNEURIE, Gris BOUYG 032 finition Neo Mat non Lustrant La SEIGNEURIE et Blanc BOUYG 010 mat La Seigneurie Plantex.
Faux Plafond	BA13 peint en blanc BOUYG 010 mat la Seigneurie Plantex.

◆ **Portes, portiques et SAS** (article 10 de l'arrêté du 1er août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 (ERP neuf) ; article 10 de l'arrêté du 8 décembre 2014 (ERP dans un cadre bâti existant)).

- Caractéristiques minimales à respecter (largeur des portes, positionnement des poignées, résistance des fermes-portes, repérage des parties vitrées, espaces de manœuvre de portes cf annexe 2 de l'arrêté du 1^{er} août 2006, ...)
- ...

Sans objet.

◆ **Locaux ouverts au public, équipements et dispositifs de commande** (article 11 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 (ERP neuf) ; article 11 de l'arrêté du 8 décembre 2014 (ERP dans un cadre bâti existant).

- Nécessité d'un repérage aisé des équipements et dispositifs de commandes (contraste visuel, signalisation,...)
- Caractéristiques minimales du vide nécessaire en partie inférieure des lavabos; guichets, mobiliers à usage de lecture, d'écriture ou d'usage d'un clavier
- Caractéristiques minimales à respecter pour les commandes manuelles, les fonctions de voir, entendre ou parler
- Information sonore doublée par une information visuelle
- ...

Devant chaque équipement un espace d'usage 800 x 1300 mm est prévu.

*Comptoirs caisses et services (voir Accueil du public) + pour les paiements : *affichage prix et informations visibles par les clients *proximité avec le personnel *possibilité d'usage assis ou debout.

◆ **Sanitaires** (article 12 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 (ERP neuf) ; article 12 de l'arrêté du 8 décembre 2014 (ERP dans un cadre bâti existant).

- Localisation et caractéristiques minimales à respecter pour les sanitaires accessibles aux personnes handicapées
- Espace latéral libre à côté de la cuvette, espace de manœuvre de porte avec possibilité de demi-tour à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur
- Positionnement de la cuvette (hauteur, ...), de la barre d'appui, ...
- Positionnement des accessoires tels que miroir, distributeur de savon, sèche-mains, ...
- Obligation d'un lave mains à l'intérieur des sanitaires "H"
- ...

Sanitaire strictement réservé au personnel - non accessible au public.

◆ **Sorties** (article 13 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 (ERP neuf) article 13 de l'arrêté du 8 décembre 2014 (ERP dans un cadre bâti existant).

- Les sorties correspondantes à un usage normal du bâtiment doivent être repérable de tout point et sans confusion avec les sorties de secours
- ...

Sortie en continuité, sans risque de confusion avec une autre issue.

◆ **Éléments d'information et de signalisation** (Annexe 3 à l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 (ERP neuf) ; annexe 3 de l'arrêté du 8 décembre 2014 (ERP dans un cadre bâti existant).

- Caractéristiques minimales à respecter concernant les éléments d'information et de signalisation fournis de façon permanente aux usagers
- ...

*zone comptoirs caisses et services facilement repérable par la mise en place, en arrière plan, d'un visuel de 2660 mm de large.

*exigences de visibilité, lisibilité et compréhension prises en compte.

L'afficheur de prix restera accessible.

Le clavier pour carte bancaire sera libre de tout mouvement.

DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES

◆ **Établissements recevant du public assis** (article 16 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 17 mars 2011 (ERP neuf) ; article 16 de l'arrêté du 8 décembre 2014 (ERP dans un cadre bâti existant).

- *Caractéristiques minimales des emplacements à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition)*

Sans objet.

◆ **Établissements comportant des locaux d'hébergement** (article 17 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 (ERP neuf) ; article 17 de l'arrêté du 8 décembre 2014 (ERP dans un cadre bâti existant).

- *Caractéristiques minimales des chambres à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition)*
- *Toutes les chambres doivent être adaptées dans le cas d'établissements d'hébergement de personnes âgées ou handicapées*

Sans objet.

◆ **Douches et cabines** (article 18 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 (ERP neuf) ; article 18 de l'arrêté du 8 décembre 2014 (ERP dans un cadre bâti existant).

- *Caractéristiques minimales des cabines et des douches à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles, nature des équipements)*

Sans objet.

◆ **Caisses de paiement disposées en batterie** (article 19 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 (ERP neuf) ; article 19 de l'arrêté du 8 décembre 2014 (ERP dans un cadre bâti existant).

- *Caractéristiques minimales des caisses de paiement disposées en batterie à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition)*
- *Largeur minimale d'accès aux caisses ;*

Sans objet.

Date et signature du maître d'œuvre de conception

À SAINT NAZAIRE

Le 23/01/2017

Date et signature du demandeur

À MEUDON LA FORÊT

Le

Engagement du maître d'ouvrage sur l'accessibilité

Je soussigné LUC ALEXANDRE agissant en tant que représentant de la société RESEAU CLUBS BOUYGUES TELECOM, Le Technopôle - 13,15 Rue du Maréchal Juin - 92366 Meudon la Forêt, dans le cadre du projet d'aménagement du magasin Club Bouygues Télécom cité en référence:

Centre commercial CHAMNORD - 1097 Avenue des Landiers
73000 CHAMBERY

M'engage à respecter la réglementation applicable depuis le 1er janvier 2007 concernant les règles relatives à l'accessibilité des personnes handicapées, relatif aux dispositions techniques destinées à rendre accessible aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public selon:

- la loi du 11 février 2005: 2005-112
- le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006
- l'arrêté du 1er août 2006
- le décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007
- l'arrêté du 8 décembre 2014

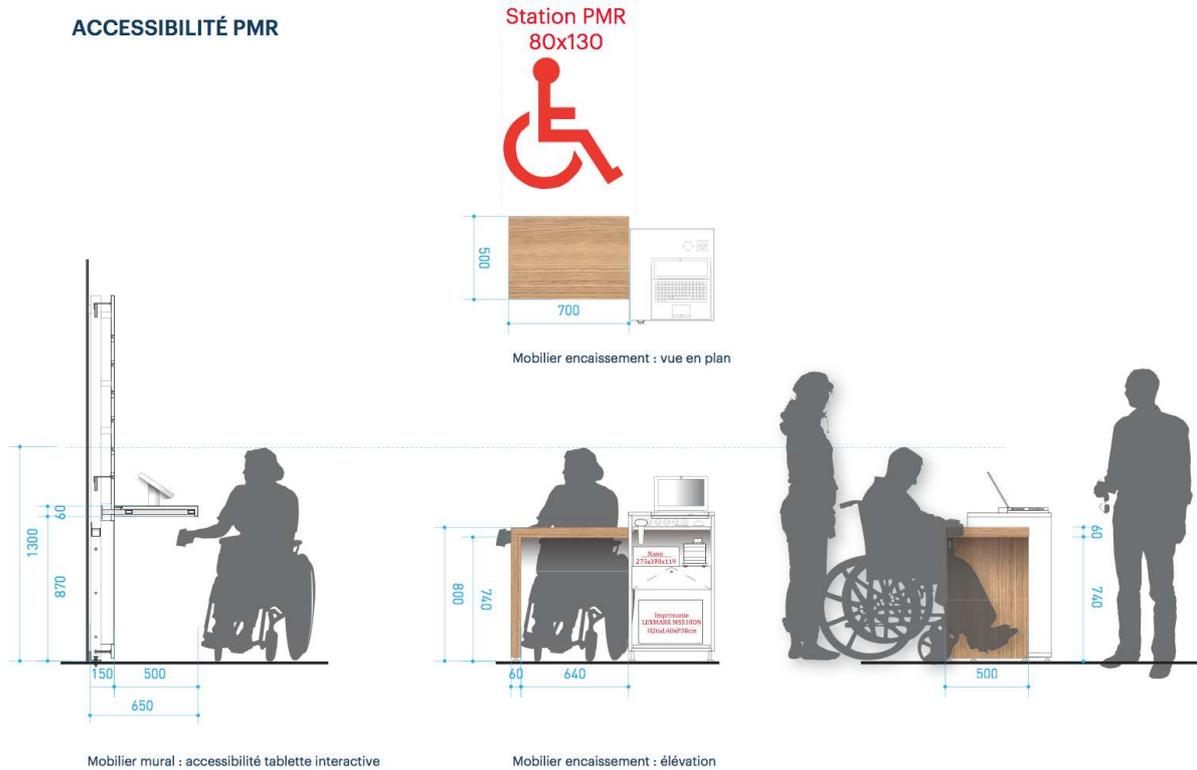
Fait à Meudon la Forêt, le

Signature:

Réseau Clubs Bouygues Telecom
« Le Technopôle »
13-15, avenue Maréchal Juin
92366 MEUDON LA FORET CEDEX

Détails Caisses

Caisse accessible aux personnes en situation d'handicap



RÉCÉPISSÉ

Le maire de la commune de Chambéry certifie avoir reçu le 15/03/2011 de :

M. / Mme G. E. Elammad

pour Bourgues

POUR LE SERVICE URBANISME REGLEMENTAIRE

- Un dossier d'urbanisme (permis de construire...)
- Des pièces complémentaires relatives à une autorisation d'urbanisme
- Un courrier Autres

POUR LE SERVICE IMMOBILIER-FONCIER

- Une déclaration d'intention d'aliéner (D.I.A.)
- Une déclaration de cession de fonds de commerce
- Un courrier Autres

POUR LE SERVICE SECURITE ERP ET PATRIMOINE

- Un dossier de sécurité pour l'organisation d'une manifestation provisoire
- Un courrier Autres



**AUTORISATION D'AMENAGER OU DE MODIFIER UN
ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC**

Délivrée par le Maire au nom de l'Etat

Autorisation au titre de l'article L 111-8 du Code de la Construction (sécurité incendie et accessibilité handicapés) pour réaliser des travaux ou aménagements sur un ERP, travaux non soumis à permis de construire.

Dossier n° TA 73065 17 G9038 déposé le : 13/03/2017

Présenté par : Réseau Clubs Bouygues Télécom - Monsieur Luc Alexandre
Demeurant à 13-15 Avenue du Maréchal Juin Le Technopôle 92366 Meulon La Forêt

Pour réaliser les aménagements suivants : Réaménagement de la boutique Bouygues Télécom dans le Centre commercial Chamnord

Sur un immeuble ou terrain sis 1097 Avenue des Landiers

Le Maire de Chambéry

Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L-111-8-1 et R.111-19 et suivants,
Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,
Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26/9/2014 relative à la mise en accessibilité des ERP,
Vu le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, modifié par le décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des ERP et IGH, et les décrets suivants n° 2009-500 du 30/04/2009, n° 2014-1299 du 23/10/2014, n° 2014-1326 du 05/11/2014, n° 2014-1327 du 05/11/2014,
Vu les articles L 122- et suivants, L 123-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation, relatifs à la sécurité incendie dans les immeubles de grande hauteur et les établissements recevant du public,
Vu le Plan de Prévention du risque inondation du bassin chambérien approuvé par arrêté préfectoral du 28/06/1999,
Vu le Plan de Prévention du risque inondation du bassin aixois approuvé par arrêté préfectoral du 04/11/2011,
Vu l'avis favorable avec prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité du 23/05/2017,
Vu l'avis favorable avec prescriptions de la sous-commission départementale pour l'Accessibilité aux Personnes Handicapées du 20/04/2017,

ARRETE

ARTICLE UNIQUE : L'autorisation d'aménager est ACCORDEE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- Respecter les prescriptions de la Sous Commission de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité ci-jointes.
- Respecter les prescriptions de la Sous Commission de la Commission Consultative Départementale pour l'Accessibilité aux Personnes Handicapées ci-jointes.

Fait à Chambéry le 30/05/2017


Michel Dantin,
Maire
Député européen



NOTA : conformément aux dispositions des articles 4, 46, 48 du décret n° 95.260 du 08/03/1995, il devra être fourni à l'issue de la réalisation des travaux une attestation par laquelle le maître d'ouvrage "certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur".



COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ
SOUS-COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE
POUR L'ACCESSIBILITÉ AUX PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE

Direction Départementale
des Territoires

Service habitat
et construction

unité rénovation urbaine
et accessibilité

affaire suivie par :
Gilles Tomamichel

SÉANCE DU JEUDI 20 AVRIL 2017

PROCÈS VERBAL N° 52

RÉFÉRENCES

Dossier n° : AT 73 065 17 G 9038
Origine du dossier : Service Autorisation des Droits des Sols – Ville de CHAMBERY

DÉSIGNATION

Commune : CHAMBERY
Adresse des travaux : 1097 avenue des Landiers
Demandeur : Réseau Clubs Bouygues Telecom représenté par
M. ALEXANDRE Luc
Objet : Réaménagement et mise en accessibilité d'un magasin de
téléphonie

CLASSEMENT

Type : M Catégorie : 1ère

REGLEMENTATION APPLICABLE :

Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Loi n° 2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées,

Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation,

Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

Décret n° 2014-1299 du 23 octobre 2014 relatif aux exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation » en ce qui concerne les articles R111-19-10, R111-19-13, R111-19-23 et R111-19-26 du code de la construction et de l'habitation,

Décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,

Décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en l'accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,

Arrêté préfectoral du 10 avril 2014 portant création de la sous-commission départementale consultative pour l'accessibilité aux personnes handicapées (SCDA),

Arrêté du 11 septembre 2007 relatif au dossier permettant de vérifier la conformité de travaux de construction, d'aménagement ou de modification d'un établissement recevant du public avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées,

Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19 à R.111-19-3 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création,

Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19-7 à R.111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 du 17 mai 2006, relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public,

Arrêté du 9 mai 2007 relatif à l'application de l'article R.111-19 du code de la construction et de l'habitation.

Arrêté du 04 octobre 2010 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements pénitentiaires lors de leur construction,

Le projet doit intégrer l'accessibilité à tous les types de handicaps
(physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques)
et prendre en compte les exigences suivantes :

déficience visuelle : guidage, repérage et qualité d'éclairage

déficience auditive : communication, qualité sonore et signalisation adaptée

déficience intellectuelle : repérage et qualité d'éclairage

déficience motrice : espace, stationnement et circulation adaptés, cheminement extérieur et intérieur, qualité d'usage des portes et équipements.

OBSERVATIONS :

Le dossier concerne le réaménagement et la mise en conformité aux règles d'accessibilité d'un magasin de téléphonie « Bouygues Télécom » situé dans le Centre Commercial de Chamnord.

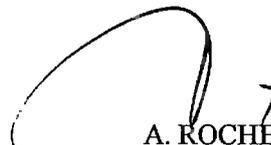
PRESCRIPTIONS :

Pas d'observations.

AVIS DE LA COMMISSION :

La commission, après en avoir délibéré, émet un avis FAVORABLE à ce dossier.

Le président,
Pour le directeur départemental des territoires,
et par délégation,
le chef de l'unité rénovation urbaine et accessibilité,


A. ROCHE



PREFECTURE DE LA SAVOIE

SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS

St Alban Leysse, le 11 mai 2017

Sous direction Prévention et Réduction des Risques
N° de l'établissement : E06500195-034-0
Dossier suivi par : Lt Col A. PRALLET

SOUS-COMMISSION DE LA C.C.D.S.A. FORMATION ERP-IGH

PROCES VERBAL N°44 EN DATE DU 16/05/2017

REFERENCES

Permis de construire N° : AT7306517G9038
Origine du dossier : BUREAU D'URBANISME DE CHAMBERY
en date du : 14/03/2017
référéncé : 17A00566
reçue au S.D.I.S. le : 17/03/2017

DESIGNATION

Commune : CHAMBERY
Activité / Raison sociale : C.COM CHAMNORD /LOT 34/BOUYGUES TELECOM
Adresse : 1097 Avenue des Landiers
Demandeur : Réseau Clubs Bouygues Télécom – Luc ALEXANDRE
Objet : Réaménagement de la boutique Bouygues Télécom dans le centre commercial Chamnord

CLASSEMENT

Calcul de l'effectif	PUBLIC :	11073	Dont lot N°34 :	15
	PERSONNEL :	418	TYPE :	M
	TOTAL :	11491	CATEGORIE :	1 ^{ère}



1^{ère} PARTIE : ETUDE DU PREVENTIONNISTE

I. HISTORIQUE DU DOSSIER :

- Le centre commercial « Chamnord » est constitué d'un bâtiment avec un rez-de-chaussée de 33000 m² et un étage, administré par le GIE Chamnord.
- Outre les nombreux aménagements de boutiques, il a fait l'objet de plusieurs mises en sécurité :
 - 13/10/1999 avis **favorable** de la SCCDSA aux travaux de reprise des structures porteuses.
 - 11/10/2000 avis **favorable** de la SCCDSA aux travaux de mise en sécurité suite à l'avis défavorable émis à l'issue des visites périodiques des 7 et 15/06/2000 : SSI (tempo 4'30), PC de Sécurité, service de sécurité 5 ERP1 / 1ERP2, Désenfumage avec un échéancier sur 3 ans
- Travaux de modernisation qui ont reçu un avis **favorable** de la sous commission départementale de sécurité en date du 9 octobre 2007, procès verbal N°25.
- La visite du 22 avril 2010 a pour but la réception des travaux de modernisation et le contrôle périodique de l'ensemble de l'établissement.
L'avis est **favorable** à l'ouverture et à la poursuite de l'activité.
La visite périodique du 08/01/2013 permet la réception de 13 lots.
- Le 25/11/2013 une visite est mise en place pour réceptionner l'aménagement de 11 lots dans le centre commercial et lever certaines prescriptions, dont celle concernant l'isolement entre lots.
- Le 04/11/2014, avis **favorable** de la S/CCCDS à l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture
- Le 14/04/2015, Visite périodique de la S/CCCDS, avis **favorable** à la poursuite du fonctionnement avec **périodicité de 5 ans**.
- Le 9 février 2016, avis **favorable** de la S/CCCDS pour des travaux d'amélioration de l'installation d'extinction automatique.
- Le 27 septembre 2016, avis **favorable** de la S/CCCDS pour des travaux d'aménagement et modification des accès en façade.
- Le 10 janvier 2017, avis **favorable** de la S/CCCDS pour modification d'un auvent et déplacement d'une cloison grillagée dans la réserve.

II. DOCUMENTS FOURNIS AU DOSSIER :

- attestation signée du maître d'ouvrage s'engageant à respecter les règles générales de construction.
- notice descriptive de sécurité.
- plan de situation, de masse et de chacun des niveaux.

III. DESCRIPTION SOMMAIRE :

Le projet prévoit le réaménagement de la boutique Bouygues Télécom dans le lot numéro 34 du centre commercial Chamnord.

Le centre commercial peut accueillir un effectif total de 11488 personnes.

Pour évacuer cet effectif, il faut 24 sorties totalisant 115 unités de passage, Dont 12 sorties totalisant 53 unités de passage au niveau du mail.

Le mail dispose de 12 sorties totalisant 53 unités de passage.

Les éléments de sécurité suivants sont prévus dans la notice de sécurité :

- Parois séparatives coupe feu de degré 1 heure
- 2 nappes d'extinction automatique (haute et basse) dans la réserve
- Deux sorties totalisant huit unités de passage pour la boutique 34 (15 personnes)
- Respect des articles AM 2 à AM 8
- Eclairage de sécurité par blocs autonomes
- Chauffage par climatisation réversible en toiture
- 2 extincteurs à eau pulvérisée et 2 extincteurs à CO₂
- 2 jets de RIA
- Système de sécurité incendie de catégorie A du centre commercial

IV. CLASSEMENT ET TEXTES APPLICABLES :

a) Détermination des effectifs :

Le centre commercial « Chamnord »

N° LOT	DESIGNATION	ACTIVITE	Calcul effectif	Surface (en m ²)	Effectif public	Personnel
	R+1					
220	Coursive	mail	1 pers. / 5 m ²	416	83	
222	Bureaux GIE	Bureaux	/	576	0	2
200	Bauer bureau	Bureaux				
201	Bauer SAV					
202	WILSON	Bureaux				
203	Bureau Procham	Bureaux				
204	STYL BAG	Bureaux				
205	SPA	Innocupé	Déclaration	248	23	7
207	EFFET BOEUF	Réunion	1 pers/1m ²	111	111	
208	Sport fitness		Déclaration	163		
208 bis	EKKO Conseil	Bureaux	1 pers. / 10 m ²		8	3
209	LT GIE	Bureaux				
210	Papillon 73	CPEA Psycho	déclaration	90	11	2
	Divers	bureaux	/	443	28	24
				Total	264	38
	RDC					
1	CARREFOUR	Magasin	2 pers / 3 m ²	10145	6763	120
	Mail	mail	1 pers / 5 m ²	4632	926	0
2	Nocibe	Magasin	1 pers / 6 m ²	230	38	3
3	Yves Rocher (ExG.Lethu)	Magasin	1 pers / 6 m	131,06	22	6
4	Carrefour Banque	Magasin	1 pers / 10 m	30	3	3
	Carrefour Voyage	Magasin	1 pers / 10 m	30	3	3

5	San Marina	Magasin	1 pers / 6 m ²	115	19	2
6	Mister Minit	Magasin	1 pers / 6 m	10	2	2
7	Jeff De Bruge	magasin	1 pers / 6 m	24,3	5	4
8	Générale d'Optique	magasin	1 pers / 6 m	73,36	13	3
9	Bauer Montres	Magasin	1 pers / 6 m	50	8	2
10	Bauer Bijoux	Magasin	1 pers / 6 m	50	8	3
11	Carmaieu	magasin	1 pers / 6 m	235	39	3
12	Porcheron	magasin	1 pers / 6 m	76	13	2
13	Eram	magasin	1 pers / 6 m	190	32	4
14	Pharmacie	magasin	1 pers / 6 m	216	36	6
15	Still Bag	magasin	1 pers / 6 m	296	49	7
16	Darjeeling	magasin	1 pers / 6 m	98	16	9
17	D'1 fleur à l'autre	magasin	1 pers / 6 m	65	11	2
18	Jules	magasin	1 pers / 6 m	229	38	3
19	Bizbee	magasin	1 pers / 6 m	294	49	4
20	Orange	magasin	1 pers / 6 m	126	21	3
21	Digel	magasin	1 pers / 6 m	110	18	2
22	Tape A L'oeil	magasin	1 pers / 6 m	150	25	2
23	L'Effet Bœuf	restaurant	1 pers / m ²	193	193	10
24.1	Willy TDH	magasin	1 pers / 6 m	160	27	2
24.2	SUD EXPRESS	magasin	1 pers / 6 m	115	20	2
24.3	Restaurant Italien	restaurant	1 pers / m ²	82	82	6
24.3b	TATSU SUSHI	restaurant	1 pers / m ²	98	98	3
24.4	TATSU SUSHI	restaurant	1 pers / m ²	71	71	3
24.5 et 24.6	SHOPPING COIFFURE	magasin	1 pers / 6 m	208	35	3
25	Bonobo	magasin	1 pers / 6 m	90	15	2
26	Toscane	magasin	1 pers / 6 m	140	23	2
27	Micromania	magasin	1 pers / 6 m	80	13	2
28	Maison du Monde	magasin	2 pers / m ² / 3	513	342	4
29	A. Thierry F	magasin	1 pers / 6 m	164	27	4
30	A. Thierry H	magasin	2 pers / 3 m	382	255	4
31	Quicksilver	magasin	1 pers / 6 m	136	23	3
32	Histoire d'Or	magasin	1 pers / 6 m	72	12	3
33	Kaporal	magasin	1 pers / 6 m	75	13	3
34	Bouygues Télécom	magasin	1 pers / 6 m	63	11	4
35	Grain de Malice	magasin	1 pers / 6 m ²	138	27	2
35 bis	Petites Bombes	magasin	1 pers / 6 m	78	13	2
35 ter	VGMT	magasin	1 pers / 6 m	12	2	2
36	Picard	magasin	1 pers / 6 m	240	40	3
37	La Panière	magasin	1 pers / 6 m	20	3	3
38	Leader Price	magasin	2 pers / 3 m ²	700	467	20
39	Esprit	magasin	1 pers / 6 m	230	38	4
40	Esprit	réserve	/			
41	Cache-Cache	magasin	1 pers / 6 m	201	34	5
42	Jennyfer	magasin	1 pers / 6 m	275	43	5
43	Celio	magasin	2 pers / 3 m ²	360	240	5
44	Sephora	magasin	1 pers / 6 m	222	37	5
44 bis	Chaussport	Magasin	1 pers / 6 m	108	18	3
45	Maison de Toutou	magasin	1 pers / 6 m	20	3	2
46	Internity	magasin	1 pers / 6 m	60	10	3
47	Banque Savoie	banque	1 pers / 10 m ²	198	20	6
48	Atol	magasin	1 pers / 6 m	180	30	4
49	Cleo B	magasin	1 pers / 6 m	37	6	2
50	Morgan	magasin	1 pers / 6 m	96	16	2
51	Coiff' mod	magasin	1 pers / 6 m	84	14	5
52	DPAM	magasin	1 pers / 6 m	73	12	3
53	Carnaby	magasin	1 pers / 6 m	280	47	3
54	Patice Breal	magasin	1 pers / 6 m	151	25	2
55	Olly Gan	magasin	1 pers / 6 m	103	17	2
56	Coiff'éclair	magasin	1 pers / 6 m	55	9	6

57	Odlo	magasin	1 pers / 6 m	72	12	1
58	Courir	restaurant	1 pers / 6 m	190	32	6
61	Manege	manège	1 pers / 6 m	20	3	0
62	Kiosque Florentin	rest. debout	2 pers / m ²	5	10	2
63	Tom Taylor	magasin	1 pers / 6 m	101	17	2
64	André	magasin	1 pers / 6 m	80	13	2
65	Voisin	magasin	1 pers / 6 m	24	4	2
66	Geox	magasin	1 pers / 6 m	39	6	1
67	Brioche Dorée	bar	1 pers / m ²	73	73	2
68	Bag's	magasin	1 pers / 6 m	49	8	1
69	Le Comptoir	restaurant	1 pers / m ²	43	43	4
70	Portrex					
TOTAL					10809	380
					11073	418
					11491	

b) Classement :

Cet établissement isolé constitué en groupement d'exploitations est classé en type M, N, L, W de la 1^{ère} catégorie en application des articles R. 123-18, R. 123-19, R 123-21, GN1 et GN2.

Etablissement du type M, N, L, W de la 1^{ère} catégorie

c) Textes applicables :

Articles R. 123-1 à R 123-55, R. 152-4 et R. 152-5 du code de la construction et de l'habitation traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Dispositions générales).

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).

Arrêté du 22 décembre 1981 modifié portant approbation des dispositions particulières du type M (Magasins et centres commerciaux).

Arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

Circulaires relatives aux instructions techniques prévues dans le règlement de sécurité des établissements recevant du public.

Textes et normes en vigueur relatifs à l'emploi et à l'utilisation des matériaux et éléments de construction.

V. PRESCRIPTIONS :

Respecter toutes les mesures de prévention et de protection contre les risques d'incendie et de panique prévues au dossier, compte tenu des modifications et compléments résultant des prescriptions édictées ci-après :

PRESCRIPTIONS	
1.	Effectuer ou faire effectuer les travaux de manière à ce qu'ils ne fassent courir aucun danger au public ou à apporter une gêne à son évacuation. (article GN 13 arrêté du 25 juin 1980).
2.	Faire effectuer, en cours de travaux et à la fin, les vérifications techniques par des personnes ou organismes agréés. (article GE 7 arrêté du 25 juin 1980).

VI. DISPOSITIONS GENERALES ET CONTROLE :

Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. (article R 123.3 du code de la construction et de l'habitation).

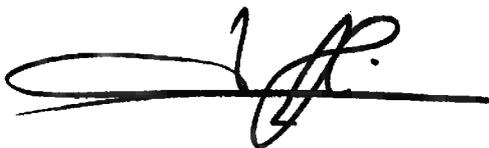
Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions du règlement de sécurité. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou des personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur et des ministres intéressés. (article R 123.43 du code de la construction et de l'habitation)

Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne dégage pas les constructeurs, les installateurs ou les exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement. (article R 123.43 du code de la construction et de l'habitation)

VII. RAPPEL :

Il est rappelé que les travaux qui ne sont pas soumis au permis de construire ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire, donnée après avis de la commission de sécurité compétente, et qu'il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification des établissements (article R 123-23 du Code de la Construction et de l'Habitation).

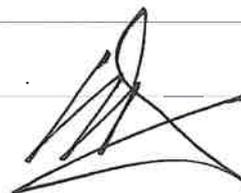
Le préventionniste chargé de l'étude



2^{ème} PARTIE : DECISION DE LA COMMISSION

La commission, après avoir pris connaissance de l'étude qui lui a été présentée, émet un **avis favorable** au travaux de réaménagement de la boutique « Bouygues Télécom » dans le lot numéro 34 du centre commercial « Chamnord » de Chambéry.

le Président



Christophe BERTAULD



Agence Construction Chambéry

47 place Caffé
73000 CHAMBERY
Tél. : 04 79 69 47 09
Fax : 04 79 62 52 15
E-mail : construction.chambery@socotec.com

RESEAU CLUB BOUYGUES TELECOM
13 - 15 avenue du Maréchal Juin
92366 MEUDON LA FORET

- ▶ **Contrôle Technique**
- ▶ **Rapport Initial de Contrôle Technique**

CHAMBERY
Boutique CLUB BOUYGUES TELECOM

Cc. CHAMNORD – ERP 1^{ère} type M.

- ▶ Date : 15/02/2017
- ▶ Dossier Socotec n° : 1701885M0000030
- ▶ Référence du rapport : 155Z0/17/358

*Vous avez fait appel à nos services et nous vous en remercions.
Pour tout complément d'information, votre interlocuteur Socotec est à votre disposition.*

- ▶ Responsable d'affaire : Gilles TRICARD

▶ Ce rapport comporte 20 pages et 1 annexe.	
▶ Nombre d'exemplaire	1
▶ Copies :	S I B révélateur de réseaux [Mme Joëlle MERCKEL] (joelle.merckel@sib-org.com) [Mme Stéphanie SOUCHET] (Stephanie.SOUCHET@socotec.com)

SOMMAIRE

1. OBJET DU RAPPORT.....	3
2. RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	4
3. LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS.....	5
4. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE DES PERSONNES DANS LA CONSTRUCTION	7
1 SECURITE CONTRE L'INCENDIE: DONNEES DE BASE- CONSTRUCTION-AMENAGEMENTS.....	7
2 SECURITE CONTRE L'INCENDIE: DESENFUMAGE	12
3 INSTALLATIONS ELECTRIQUES	13
4 APPAREILS ELEVATEURS	13
5 SECURITE CONTRE L'INCENDIE: APPAREILS DE CUISSON	13
6 SECURITE CONTRE L'INCENDIE: MOYENS DE SECOURS	13
7 PROCES VERBAUX DE CLASSEMENT AU FEU	16
5. DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCESSIBILITE DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPEES.....	18
1 ACCESSIBILITE DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET DES INSTALLATIONS OUVERTES AU PUBLIC [A-01/08/06].....	18
6. REDACTEUR DU RAPPORT	20
ANNEXE RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	1
1. DESCRIPTION SUCCINCTE DE L'ETABLISSEMENT	2
2. DETERMINATION DES EFFECTIFS ET DU CLASSEMENT	2
3. CALCUL DES DEGAGEMENTS	3
ANNEXE « Renseignements Généraux »	

1. OBJET DU RAPPORT

Le présent document constitue le rapport prévu dans le contrat de Contrôle Technique N° 1701885M0000030, que SOCOTEC doit adresser au Maître d'Ouvrage après examen du dossier de conception destiné à la consultation des entreprises.

Les avis sur les dispositions techniques qu'il comporte sont émis à partir des documents constitutifs du dossier qui nous ont été communiqués à ce jour et qui sont répertoriés ci-après.

La colonne Avis est subdivisée en trois sous-colonnes dont les abréviations sont les suivantes:

F: Avis Favorable

S: Avis Suspendu

D: Avis Défavorable

SO: Sans Objet

HM: Hors Mission

Ces avis sont donnés dans le cadre des missions suivantes :

mission relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH. (Mission SEI)

mission relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées. (Mission HAND)

constat du respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées (Mission HANDCO)

Mission limitée à l'aménagement intérieur de la cellule CLUB Bouygues Télécom située dans le mail du centre commercial Carrefour Chamnord de Chambéry.

L'aménagement ne prévoit pas de modification structurelle.

Pour la bonne compréhension de la signification des avis formulés dans ce rapport, il est précisé que :

- les vérifications de SOCOTEC sont effectuées par rapport aux textes de référence prévus au contrat.
- les avis ne concernent que la conception et ne préjugent pas des avis qui pourront être formulés sur la réalisation.

Nous restons à la disposition du Maître d'Ouvrage et de la Maîtrise d'Oeuvre, pour revoir ou compléter nos avis dans le cas où interviendraient des éléments nouveaux par rapport aux dispositions examinées.

Toute modification du projet devra être soumise à notre examen.

2. RENSEIGNEMENTS GENERAUX

MAÎTRE D'OUVRAGE
RESEAU CLUB BOUYGUES TELECOM 13 - 15 avenue du Maréchal Juin 92366 MEUDON LA FORET
MAÎTRE D'OEUVRE
S I B révélateur de réseaux

Calendrier des travaux
Date de démarrage: 2ème semestre 2017 durée: nc

DESCRIPTION DE L'OUVRAGE
<p>Aménagement intérieur de la cellule BOUYGUES TELECOM située dans le mail du centre commercial Carrefour Chamnord de Chambéry.</p> <p>Cellule à simple rez de chaussée. Pas de modification sur les structures existantes dans le cadre de l'aménagement.</p> <p>La boutique est intégrée dans la galerie existante (cellule N°34).</p> <p>Celle-ci comprend:</p> <ul style="list-style-type: none"> - une zone de vente Téléphonie accessible au public (Front Office) de 63 m² - un back office de 10.2 m² - un bureau de 6.9 m² (avec armoire TGBT et FT) - une réserve de 6.7 m² - un sanitaire de 3 m² <p>Les ouvrages structurels mitoyens et isolement par rapport aux cellules tiers sont à la charge du bailleur et ne font pas partie de la présente mission.</p>

PERMIS DE CONSTRUIRE
- Référence : non communiquée.

3. LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS

Désignation - Référence des documents	Date du document
NOTICE DE SECURITE reçue le 1.02.2017 NOTICE D'ACCESSIBILITE reçue le 1.02.2017 PLAN D'AMENAGEMENT DE LA CELLULE CLUB BOUYGUES TELECOM reçue le 1.02.2017	

4. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE DES PERSONNES DANS LA CONSTRUCTION

4. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE DES PERSONNES DANS LA CONSTRUCTION

Dispositions du projet	Avis			Observations et commentaires	N°
	F	S	D		
<p>1 SECURITE CONTRE L'INCENDIE: DONNEES DE BASE- CONSTRUCTION- AMENAGEMENTS</p> <p>1.1 ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC DU 1ER GROUPE [CCH, A-25/06/80]</p> <p>1.1.1 CLASSEMENT - ADAPTATION DES REGLES [GN1 à GN14]</p> <p>1.1.1.1 Classement et assujettissement selon le(s) type(s) d'exploitation(s) ou d'activité(s) [GN1]</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Classement en type "M" [M1, M2] <ul style="list-style-type: none"> • Effectif total du public par rapport au(x) seuil(s) d'assujettissement: [M2, M1] <p><i>Boutique RESEAU CLUB BOUYGUES TELECOM, surface accessible au public = 63 m²</i></p> <p><i>1 pers / 6 m² pour les boutiques inférieures à 300 m²</i></p> <p>1.1.1.2 Utilisations exceptionnelles des locaux [GN6]</p> <p>1.1.1.3 principe de conception et exploitation selon les difficultés d'évacuation des handicapés [GN8]</p> <p><i>Non modifié - dégagement de la boutique de plain-pied sur le mail du centre commercial.</i></p> <p>1.1.1.4 Etablissement "ERP" nouveau, aménagé dans un existant [GN9]</p> <p>1.1.1.5 Travaux effectués dans un établissement "ERP" existant [GN10]</p> <p>1.1.1.6 Prescriptions de la Commission de Sécurité [GN11]</p> <p>1.1.1.7 Justification des classements des matériaux et éléments de construction [GN12]</p>	F			<p>Effectif public = 11 pers Effectif personnel = 4 pers</p> <p>Pour mémoire.</p> <p>Pour mémoire.</p> <p>Application du règlement aux Etablissements existants (Art. GN10 §2):</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions existantes de l'établissement et de ses équipements non modifiés par les travaux ne sont pas soumises à la vérification de SOCOTEC; elles ne sont pas visées dans le présent rapport. <p>L'avis de la Commission de Sécurité sur le dossier travaux devra nous être transmis.</p> <p>Les justificatifs de comportement au feu (résistance, réaction) nous seront communiqués pour avis avant mise en oeuvre.</p>	

4. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE DES PERSONNES DANS LA CONSTRUCTION

Dispositions du projet	Avis			Observations et commentaires	N°
	F	S	D		
1.1.1.8 Travaux dangereux [GN13]				Les Procès-verbaux d'essai devront dater de moins de 5 ans et être accompagnés d'une attestation de mise en oeuvre précisant leur localisation. Bien que ne relevant pas de notre mission, nous rappelons que la protection du public pendant les travaux devra être assurée, conformément à l'article GN13 du règlement de sécurité. Une demande doit être faite à l'autorité administrative responsable en indiquant les précautions retenues.	
1.1.1.9 Conformité aux normes - Essais de laboratoire [GN14]				Pour mémoire.	
1.1.2 DISPOSITIONS GENERALES [GE1 à GE10]					
1.1.2.1 Prescriptions réglementaires applicables à l'établissement [GE1]				Pour mémoire.	
1.1.2.2 Dossier transmis à la Commission de Sécurité [GE2, GE3]				Pour mémoire.	
1.1.2.3 Vérifications techniques [GE6 à GE10]					
♦ Généralités [GE6]				Pour mémoire.	
♦ Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le Ministère de l'Intérieur [GE7 à GE9]				Pour mémoire.	
♦ Vérification technique par technicien compétent [GE10]				Pour mémoire.	
1.1.3 CONCEPTION - DESSERTE [CO1 à CO5]				Sans objet. Existant et non modifié par les travaux.	
1.1.4 ISOLEMENT PAR RAPPORT AUX TIERS [CO6 à CO10]				Sans objet. Existant et non modifié par les travaux.	
1.1.5 RESISTANCE MECANIQUE ET AU FEU DES STRUCTURES [CO11 à CO15]				Sans objet. Existant et non modifié par les travaux.	
1.1.6 COUVERTURES [CO16 à CO18]				Sans objet. Existant et non modifié par les travaux.	
1.1.7 FACADES [CO19 à CO22]				Sans objet. Existant et non modifié par les travaux.	
1.1.8 DISTRIBUTION INTERIEURE [CO23 à CO26]					
1.1.8.1 Principes de limitation de la propagation du feu à l'intérieur de la construction [CO23]	F				
1.1.8.2 Cloisonnement traditionnel [CO24]					
♦ Parois verticales entre dégagements et locaux [CO24§1]					

4. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE DES PERSONNES DANS LA CONSTRUCTION

Dispositions du projet	Avis			Observations et commentaires	N°
	F	S	D		
<ul style="list-style-type: none"> • Séparation entre "Mail" et "Exploitations" du centre commercial: [M7§3] <p><i>. Pas d'exigence d'isolement sur le mail sur article M7</i></p>	F				
<ul style="list-style-type: none"> ♦ Parois verticales entre locaux (sans sommeil) [CO24§1] <ul style="list-style-type: none"> • Parois entre exploitations à l'intérieur du centre commercial [M7§1, 2] ♦ Parois verticales entre locaux dans un ensemble ne dépassant pas 300 m² au même niveau (sans sommeil) [CO24§1] 	F			Sans objet. Existant et non modifié par les travaux.	
1.1.8.3 Compartiments [CO25]				Sans objet.	
1.1.8.4 Recoupement des vides [CO26]				Sans objet.	
1.1.9 LOCAUX A RISQUES PARTICULIERS ET LOCAUX NON ACCESSIBLES AU PUBLIC [CO27 à CO29]					
1.1.9.1 Liste des locaux à risques importants: [CO27] <i>réserve de 6.7 m²</i>	F				
1.1.9.2 Caractéristiques des locaux à risques particuliers: [CO28] <i>Aucune exigence d'isolement au feu suivant article M7: cellule < à 300 m² et protégée par sprinkleur.</i>	F			Atténuation M7 => pas d'exigence: Ok	
1.1.10 CONDUITS ET GAINES [CO30 à CO33]				Sans objet. Existant et non modifié par les travaux.	
1.1.11 DEGAGEMENTS (DISPOSITIONS GENERALES) [CO34 à CO42]					
1.1.11.1 Terminologie [CO34]				Pour mémoire.	
1.1.11.2 Conception des dégagements [CO35]	F				
1.1.11.3 Largeur de passage des dégagements [CO36]	F				
1.1.11.4 Saillies et dépôts [CO37]	F				
1.1.11.5 Calcul des dégagements [CO38] <ul style="list-style-type: none"> ♦ Lieux admettant de 20 à 50 personnes [CO38§1b] <ul style="list-style-type: none"> • Cas particulier d'exploitation de centre commercial type "M": [M11§2] 					

4. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE DES PERSONNES DANS LA CONSTRUCTION

Dispositions du projet	Avis			Observations et commentaires	N°
	F	S	D		
<p>Cellule RCBT: effectif = 15 pers. - dégagement exigé : 1s 1up - dégagement prévu : 1s 8up sur le mail</p>	F			Nota: 2 sorties sur le mail mais qui ne forment qu'une réglementairement car distantes de moins de 5m.	
1.1.12 DEGAGEMENTS (SORTIES) [CO43 à CO48]					
1.1.12.1 Répartition des sorties [CO43]	F				
1.1.12.2 Caractéristiques des blocs-portes: [CO44] passage libre sur le mail (absence de porte)	F				
1.1.12.3 Manoeuvre des portes [CO45]				Sans objet.	
1.1.12.4 Portes des sorties de secours [CO46]				Sans objet.	
1.1.12.5 Portes à fermeture automatique [CO47]				Sans objet.	
1.1.12.6 Portes de types spéciaux [CO48]				Sans objet.	
1.1.13 DEGAGEMENTS (ESCALIERS) [CO49 à CO56]				Sans objet.	
1.1.14 Solutions équivalentes aux espaces d'attente sécurisés [CO57]				Sans objet.	
1.1.14.1 Choix des solutions équivalentes aux espaces d'attente sécurisés [CO57] ♦ Emploi d'un espace non à risque particulier [CO58]				Sans objet.	
1.1.14.2 caractéristique d'un espace d'attente sécurisé [CO59]				Sans objet.	
1.1.14.3 CAS D'EXONERATION [CO60]				Sans objet. Existant et non modifié par les travaux.	
1.1.15 TRIBUNES ET GRADINS NON DEMONTABLES [CO61]				Sans objet.	
1.1.16 AMENAGEMENTS INTERIEURS, DECORATION ET MOBILIER [AM1 à AM19]					
1.1.16.1 Généralités: application d'exigences en matière de réaction au feu visant les constituants de l'établissement [AM1]				Pour mémoire.	
1.1.16.2 Justification du respect des exigences visant les parois finies dans leurs conditions réelles d'emploi [AM2]				Pour mémoire.	
1.1.16.3 Parois des escaliers et circulations horizontales protégés [AM3]				Sans objet. Existant et non modifié par les travaux.	
1.1.16.4 Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux [AM4]					

4. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE DES PERSONNES DANS LA CONSTRUCTION

Dispositions du projet	Avis			Observations et commentaires	N°
	F	S	D		
♦ réaction parois C-s3, d0 ou M2 [AM4§1] <i>parois prévues M2</i>	F				
1.1.16.5 Réaction au feu des plafonds des dégagements non protégés et des locaux [AM5] <i>Plafonds prévus M1</i>	F				
1.1.16.6 Parties translucides et transparentes incorporées dans les plafonds [AM6]				Sans objet.	
1.1.16.7 Revêtements de sols des dégagements non protégés et des locaux [AM7] <i>sols carrelage prévu M0</i>	F				
1.1.16.8 Revêtements en matériaux isolants [AM8]				Les isolants devront justifier d'un classement A2-s2,d0.	
1.1.16.9 Revêtements muraux tendus et éléments de décoration en relief dans les locaux ou dégagements protégés ou non [AM9]				décorations fixées sur les parois verticales à prévoir M2 au plus.	
1.1.16.10 Eléments de décoration flottants [AM10]				décoration flottante à prévoir M1 au plus.	
1.1.16.11 Tentures et rideaux disposés en travers des dégagements [AM11]				Sans objet.	
1.1.16.12 Tentures et rideaux disposés dans les locaux et dégagements [AM12]				Sans objet.	
1.1.16.13 Rideaux de scène et d'estrade [AM13]				Sans objet.	
1.1.16.14 Cloisons coulissantes ou repliables [AM14]				Sans objet.	
1.1.16.15 Gros mobilier - Agencement principal: [AM15, AM16] <i>mobilier prévu M3 (ép > 18 mm)</i>	F				
1.1.16.16 planchers légers surélevés [AM17]				Sans objet.	
1.1.16.17 Rangées de sièges [AM18]				Sans objet.	
1.1.16.18 Arbres de Noël et décorations florales [AM19]				Sans objet.	
1.1.17 DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES PARTICULIERES AUX ETABLISSEMENTS DE TYPE "M"					

4. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE DES PERSONNES DANS LA CONSTRUCTION

Dispositions du projet	Avis			Observations et commentaires	N°
	F	S	D		
1.1.17.1 Construction, isolement, distribution [M4 à M6] <ul style="list-style-type: none"> ◆ Isolement par rapport aux tiers [M4] ◆ Intercommunication avec un parc de stationnement couvert [M5] ◆ Isolement interne [M6] 				Sans objet. Existant et non modifié par les travaux. Sans objet. Sans objet. Existant et non modifié par les travaux.	
1.1.17.2 Dégagements [M8 à M11, M13, M14] <ul style="list-style-type: none"> ◆ Conditions d'installation de bar, kiosque, aires de repos ou de promotion, ilots dans les mails de centre commercial [M8] ◆ Libre service avec ou sans chariot [M9] ◆ Emploi des chariots: [M10] <p><i>Pas de chariot</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Centre commercial - sorties [M11] ◆ Circulations intérieures [M13] ◆ Visibilité des signalisations [M14§1] 	F			Sans objet. Sans objet. Sans objet. Sans objet. Sans objet. Sans objet. Sans objet. Sans objet. Sans objet.	
1.1.17.3 Aménagements intérieurs [M15 à M17] <ul style="list-style-type: none"> ◆ Comportement au feu des matériaux constitutifs des aménagements mobiliers [M15] ◆ Réserves d'approche [M16] ◆ Ateliers de fabrication et/ou de préparation des aliments [M17] 	F			Sans objet. Sans objet. Sans objet.	
1.1.17.4 Dispositions spéciales à certaines présentations ou manifestations [M34 à M37]				Sans objet.	
1.1.17.5 Mesures particulières d'exploitation des locaux non accessibles au public [M45 à M50]				Sans objet.	
2 SECURITE CONTRE L'INCENDIE: DESENFUMAGE 2.1 ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC DU 1ER GROUPE: [DF1 A DF10] <i>cellule Surface < à 300 m²</i>				Sans objet.	

4. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE DES PERSONNES DANS LA CONSTRUCTION

Dispositions du projet	Avis			Observations et commentaires	N°
	F	S	D		
3 INSTALLATIONS ELECTRIQUES				L'entreprise retenue prendra contact avec notre Electricien M. COHEN (07.77.86.63.16) afin de réceptionner la conformité des travaux.	
4 APPAREILS ELEVATEURS					
4.1 ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC DU 1ER GROUPE [AS1 A AS11]					
4.1.1 ASCENSEURS [AS1 à AS3]				Sans objet.	
5 SECURITE CONTRE L'INCENDIE: APPAREILS DE CUISSON				Sans objet.	
6 SECURITE CONTRE L'INCENDIE: MOYENS DE SECOURS					
6.1 ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC DU 1ER GROUPE [MS1 A MS74]					
6.1.1 DEFINITION DES MOYENS DE SECOURS - REGLES PARTICULIERES [MS1, MS2]				Pour mémoire.	
6.1.2 SITUATION PAR RAPPORT AUX DOCUMENTS A FOURNIR [MS3]				Pour mémoire.	
6.1.3 MOYENS D'EXTINCTION [MS4 à MS40]					
6.1.3.1 Bouches et poteaux d'incendie privés et points d'eau [MS5 à MS7]				Sans objet. Existant et non modifié par les travaux.	
6.1.3.2 Branchements et canalisations [MS8 à MS13]				Sans objet.	
6.1.3.3 Robinets d'incendie armés: [MS14 à MS17]					
♦ Généralités: [MS14] <i>RIA existants du centre commercial</i>	F			Existant et non modifié par les travaux.	
♦ Emplacements: [MS15] <i>Tout point de la cellule atteint par 2 jets de lance suivant notice</i>	F			Attestation écrite à produire à l'issue des travaux.	
♦ Alimentation [MS16]				Sans objet. Existant et non modifié par les travaux.	
♦ Pression [MS17]				Sans objet. Existant et non modifié par les travaux.	
6.1.3.4 Colonnes sèches [MS18 à MS21]				Sans objet.	

4. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE DES PERSONNES DANS LA CONSTRUCTION

Dispositions du projet	Avis			Observations et commentaires	N°
	F	S	D		
6.1.3.5 Colonne en charge (colonnes humides) [MS22 à MS24]				Sans objet.	
6.1.3.6 Installations d'extinction automatique ou à commande manuelle [MS25 à MS30]					
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Extinction automatique du type sprinkleur: [MS25] <i>Réseau de sprinklage prévu modifié et adapté aux aménagements (nappe basse)</i>	F			Attestation de conformité à la norme NF EN 12845 à fournir à l'issue des travaux de reprise du sprinklage.	
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Sources d'eau, pompes ou surpresseurs [MS28] ◆ Contrôles [MS29] ◆ Installations d'extinction automatique autres qu'à eau [MS30] 				Sans objet. Sans objet. Sans objet.	
6.1.3.7 Déversoirs ponctuels [MS31 à MS34]				Sans objet.	
6.1.3.8 Appareils mobiles et moyens divers [MS38 à MS40]					
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Appareils mobiles: [MS38] <i>Extincteurs à eau pulvérisé et CO2 prévus</i>	F				
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Emplacement des appareils mobiles [MS39] ◆ Moyens d'extinction divers [MS40] 	F				
6.1.4 DISPOSITIONS VISANT A FACILITER L'ACTION DES SAPEURS POMPIERS [MS41 à MS44]					
6.1.4.1 Affichage du plan de l'établissement à chaque entrée [MS41]					
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Respect de la norme NF S 60-303 du 20 septembre 1987 [MS41] <i>Affichage du plan de la cellule</i>	F				
6.1.4.2 Moyens pour faciliter l'action des sapeurs-pompiers [MS42]				Sans objet.	
6.1.4.3 Tours d'incendie [MS43]				Sans objet.	
6.1.4.4 Trémies d'attaque [MS44]				Sans objet.	
6.1.5 SERVICE DE SECURITE D'INCENDIE [MS45 à MS52]					
6.1.5.1 Dispositions vis-à-vis de l'obligation de surveillance pendant la présence du public [MS45]				Pour mémoire.	
6.1.5.2 Composition du service compte tenu des exigences				Pour mémoire.	

4. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE DES PERSONNES DANS LA CONSTRUCTION

Dispositions du projet	Avis			Observations et commentaires	N°
	F	S	D		
<p>réglementaires correspondant au type, à la catégorie et aux caractéristiques de l'établissement [MS46]</p> <p>6.1.5.3 Caractéristiques des "consignes" de sécurité [MS47]</p> <p>6.1.5.4 Qualification du personnel de sécurité [MS48]</p> <p>6.1.5.5 Service assuré par des sapeurs-pompiers [MS49]</p> <p>6.1.5.6 Poste de sécurité [MS50]</p> <p>6.1.5.7 Exercice d'instruction [MS51]</p> <p>6.1.5.8 Présence de l'exploitant ou de son représentant [MS52]</p> <p>6.1.6 SYSTEME DE SECURITE D'INCENDIE (S.S.I.) [MS53 à MS69]</p> <p>6.1.6.1 Catégorie du système exigé suivant les dispositions particulières à chaque type d'établissement [MS53]</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Etablissements de type M première catégorie: [M30] <p><i>SSI existant du centre commercial</i></p> <p>6.1.6.2 Zones: définition, conception [MS54, MS55]</p> <p>6.1.6.3 Système de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.) [MS59 à MS60]</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Automatismes liés à la fonction compartimentage [MS60] <p>6.1.6.4 Equipement d'alarme exigé suivant les dispositions particulières à chaque type d'établissement [MS61, MS62]</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Cas des établissements de type M de première catégorie: [M32] <p><i>Equipement d'alarme du centre existant</i></p> <p>6.1.7 SYSTEME D'ALERTE [MS70]</p> <p>6.1.7.1 Ligne reliée à une centre de traitement de l'alerte des sapeurs pompiers [MS70]</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Etablissements de type M de première catégorie [M33] <p>6.1.7.2 communication radio pompier locaux sous sol [MS71]</p>				<p>Pour mémoire.</p> <p>Pour mémoire.</p> <p>Pour mémoire.</p> <p>Sans objet. Existant et non modifié par les travaux.</p> <p>Pour mémoire.</p> <p>Pour mémoire.</p> <p>Sans objet. Existant et non modifié par les travaux.</p> <p>Sans objet. Existant et non modifié par les travaux.</p> <p>Sans objet.</p> <p>L'alarme devra être audible en tout point de la boutique y compris dans la zone personnel.</p> <p>=> Attestation à fournir à l'issue des essais.</p> <p>Sans objet. Existant et non modifié par les travaux.</p> <p>Sans objet.</p>	

4. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE DES PERSONNES DANS LA CONSTRUCTION

Dispositions du projet	Avis			Observations et commentaires	N°
	F	S	D		
6.1.8 VÉRIFICATIONS TECHNIQUES [MS73]				Pour mémoire.	
6.1.9 CONTROLES [MS74]				Pour mémoire.	
6.1.10 AUTRES OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT [MS75]				Pour mémoire.	
7 PROCES VERBAUX DE CLASSEMENT AU FEU				Pour mémoire.	

5. DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCESSIBILITE DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPEES

5. DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCESSIBILITE DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPEES

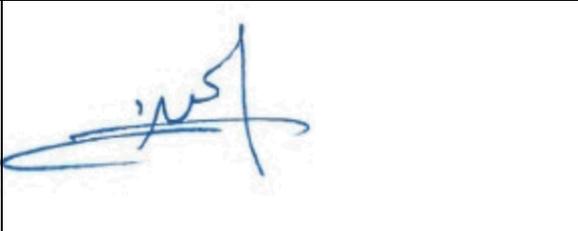
Dispositions du projet	Avis			Observations et commentaires	N°
	F	S	D		
1 ACCESSIBILITE DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET DES INSTALLATIONS OUVERTES AU PUBLIC [A-01/08/06]					
1.1 CHEMINEMENTS EXTERIEURS [ART 2]				Sans objet. Existant et non modifié par les travaux.	
1.2 PLACES DE STATIONNEMENT [ART 3]				Sans objet. Existant et non modifié par les travaux.	
1.3 ACCES AU(X) BATIMENTS(S) OU A L'ETABLISSEMENT ET AUX LOCAUX OUVERTS AU PUBLIC [ART 4]	F				
1.4 CIRCULATIONS INTERIEURES HORIZONTALES [ART 6]					
1.4.1 Largeur \geq 1,40 m [Art 2-II§2b]	F				
1.4.2 Rétrécissements ponctuels \geq 1,20 m [Art 2-II§2b]	F				
1.4.3 Dévers \leq 2% [Art 2-II§2a]	F				
1.4.4 Pentes [Art 2-II§2a]					
1.4.4.1 Pente \leq 4%: [Art 2-II§2a] <i>rampe de 2 % sur une longueur de 75 cm à l'entrée de la boutique.</i>	F				
1.4.4.2 Paliers de repos en haut et en bas de chaque pente [Art 2-II§2a]	F				
1.4.5 Seuils et ressauts [Art 2-II§2a]					
1.4.5.1 \leq 2 cm (ou 4 cm si pente $<$ 33%) [Art 2-II§2a]	F				
1.4.6 Espaces de manoeuvre de porte: [Art 2-II§2c] <i>pas de porte pour l'accès à la boutique</i>				Sans objet.	
1.4.7 Trous en sol : Diamètre ou largeur \leq 2 cm [Art 2-II§3]	F				
1.5 CIRCULATIONS INTERIEURES VERTICALES [ART 7]				Sans objet.	
1.6 TAPIS, ESCALIERS ET PLANS INCLINES MECANQUES [ART 8]				Sans objet.	
1.7 REVETEMENTS DE SOLS, MURS ET PLAFONDS [ART 9]	F				
1.8 PORTES, PORTIQUES ET SAS [ART 10]	F				
1.9 DISPOSITIFS D'ACCUEIL, EQUIPEMENTS ET DISPOSITIFS DE COMMANDE [ART 5, 11]					
1.9.1 Si existence d'un point d'accueil [Art 5-I]	F				

5. DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCESSIBILITE DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPEES

Dispositions du projet	Avis			Observations et commentaires	N°
	F	S	D		
1.9.2 Equipements divers accessibles au public [Art 11-I]					
1.9.2.1 Elément de mobilier permettant de lire, écrire ou utiliser un clavier [Art 11-II§2]	F				
♦ Face supérieure <= à 0,80 m [Art 11-II§2]	F				
♦ Vide de 0,70 x 0,60 x 0,30 m (HxLxP) [Art 11-II§2]	F				
1.10 SANITAIRES: [ART 12]					
<i>Pas de sanitaire à disposition du public</i>				Sans objet.	
1.11 SORTIES [ART 13]	F				
1.12 ECLAIRAGE [ART 14]					
1.12.1 Valeurs d'éclairage [Art 14]					
1.12.1.1 200 lux aux postes d'accueil [Art 14]	F				
1.12.1.2 100 lux pour les circulations horizontales [Art 14]	F				
1.13 ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ASSIS [ART 16]				Sans objet.	
1.14 ETABLISSEMENTS COMPORTANT DES LOCAUX A SOMMEIL [ART 17]				Sans objet.	
1.15 ETABLISSEMENTS AVEC DOUCHES OU CABINES [ART 18]				Sans objet.	
1.15.1 Douches [Art 18]				Sans objet.	
1.16 CAISSES DE PAIEMENT [ART 19]				Sans objet.	

6. REDACTEUR DU RAPPORT

Les avis mentionnés dans les différents chapitres de ce rapport ont été établis par :

Intervenants	Signatures
Gilles TRICARD La Responsable de l'affaire Sécurité des personnes : CO, AM, DF, MS Accessibilité handicapés	

ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

ANNEXE RENSEIGNEMENTS GENERAUX

1. DESCRIPTION SUCCINCTE DE L'ETABLISSEMENT

Nombre de bâtiments : 1

Nombre de niveaux :

Activités : magasin de vente de vêtement

Particularités constructives

- Tiers : sans objet
- Atrium : sans objet
- Existants non modifiés par les travaux : cellule existante non modifiée par les travaux

Installations techniques :

- . désenfumage : sans objet (S < 300 m²)
- . mode de chauffage : climatisation réversible
- . présence d'installations de gaz combustibles ou d'hydrocarbures liquéfiés : sans objet
- . installations électriques : BT230/380 V avec coupure générale de la cellule à la caisse.

- . éclairage de sécurité : BAES avec télécommande de mise au repos
- . présence d'appareils de cuisson destinés à la restauration : sans objet
- . présence d'ascenseur : sans objet
- . moyens de secours
 - moyens d'extinction : Extincteurs portatifs adaptés aux risques
 - SSI: existant (celui du centre) - asservissement coupure sono
 - Equipement d'alarme : existant (celui du centre)

2. DETERMINATION DES EFFECTIFS ET DU CLASSEMENT

2.1 : Données relatives au permis de construire :

Date du dépôt de demande de PC : / /
Réf. du PC : non communiquée.
Date du PC : / /

Réf. : 155Z0/17/358

2.2. Type(s) de l'établissement ou du groupement d'établissements : ERP, 1ère catégorie, avec activités de type M

2.4. Calcul de l'effectif

Niveaux	Locaux	Articles du règlement	Base de calcul	Effectif public	Effectif personnel	Total
Rdc	Cellule RCBT - 63 m ²	M2§1b)	1 pers/ 6m ² (boutique <300 m ²)	11	4	15

2.5. Classement de l'établissement

En l'absence de l'avis officiel de la Commission de Sécurité, le classement de l'établissement a été établi d'après les renseignements qui ont été fournis par l'exploitant., suivant le tableau ci-dessus.

3. CALCUL DES DEGAGEMENTS

L'aménagement de la cellule ne modifie pas des effectifs du centre commercial.

Niveaux	Par niveau					En cumul des niveaux				
	Dégagements Réglementaires		Dégagements De l'établissement			Dégagements Réglementaires		Dégagements De l'établissement		
	Effectifs	Nombre	Largeur	Nombre	Largeur	Effectifs	Nombre	Largeur	Nombre	Largeur
rdc	15	1s	1up (M11§2	1s	8up					

3. Bilan des travaux et autres actions de mise en accessibilité réalisés à la moitié de l'agenda (si durée de l'agenda > 3 ans)

4. Arrêtés préfectoraux accordant les dérogations aux règles d'accessibilité

5. Notices d'Accessibilité (en cas de travaux)

6. Document d'aide à l'accueil

Bien accueillir les personnes handicapées



Sommaire

I. Définition du handicap et prescription pour les ERP	2
1) Qu'est ce que le handicap et l'accessibilité ?	2
2) Professionnels et usagers, tous concernés	2
3) Rappel des obligations	3
a) Pour les bâtiments neufs	3
b) Pour les bâtiments existants	4
II. Rendre accessibles ses prestations à tous les public	5
1) Attitudes et comportements généraux	5
2) Attitudes et comportement spécifiques.....	6
a) Personnes avec une déficience auditive.....	6
b) Personnes avec une déficience visuelle	7
c) Personnes avec une déficience motrice.....	10
d) Personnes avec une déficience mentale.....	11
e) Personnes avec une déficience psychique	13
III. Rendre accessibles son établissement	14
Documents de référence	16

I - Définition du handicap et prescriptions pour les ERP

1) Qu'est ce que le handicap et l'accessibilité ?

Le handicap, longtemps réduit aux seules personnes en fauteuil, concerne une réalité bien plus large et bien plus complexe. La loi du 11 février 2005¹ a permis de poser une définition qui fait consensus en France, mais également au-delà de nos frontières puisqu'elle s'inscrit dans le droit international et notamment dans la Convention relative aux droits des personnes handicapées des Nations Unies adoptée le 13 décembre 2006. Cette Convention affirme et décrit les droits des personnes handicapées. Chaque pays ratifiant ce texte (ce qu'a fait la France en 2010) est tenu de respecter ces prescriptions.



« Afin de permettre aux personnes handicapées de vivre de façon indépendante et de participer pleinement à tous les aspects de la vie, les États Parties prennent des mesures appropriées pour leur assurer, sur la base de l'égalité avec les autres, l'accès à l'environnement physique, aux transports, à l'information et à la communication, y compris aux systèmes et technologies de l'information et de la communication, et aux autres équipements et services ouverts ou fournis au public, tant dans les zones urbaines que rurales. Ces mesures, parmi lesquelles figurent l'identification et l'élimination des obstacles et barrières à l'accessibilité, s'appliquent, entre autres aux bâtiments, à la voirie, aux transports et autres équipements intérieurs ou extérieurs, y compris les écoles, les logements, les installations médicales et les lieux de travail² ».

La Convention des Nations Unies souligne la responsabilité de l'État et de la collectivité. Elle affirme l'égalité entre toutes les personnes, l'interdiction de toute forme de discrimination fondée sur le handicap et le principe d'accessibilité. La loi du 11 février 2005 définit précisément le handicap et inscrit dans le marbre l'obligation d'accessibilité universelle.



« Constitue un handicap, toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne, en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant. »³

Cet extrait définit le handicap comme la rencontre de deux champs : celui de la déficience intrinsèque d'une personne et celui de l'inadaptation de l'environnement dans lequel cette personne évolue. En effet, l'environnement joue un rôle essentiel dans l'aggravation ou la réduction du handicap d'une personne. Un environnement qui n'est pas adapté, qui ne propose aucun équipement compensatoire, aucun personnel sensibilisé ou formé alourdit considérablement la déficience. En revanche, un environnement adapté, dans lequel existent des équipements compensatoires et dont le personnel est formé permet de réduire, voire de faire disparaître les effets liés au handicap. C'est ce qu'on appelle l'accessibilité.

2) Professionnels et usagers, tous concernés

C'est donc tout le monde qui a une responsabilité et un moyen d'améliorer le vivre ensemble. Travailler sur l'accessibilité de l'environnement consiste à l'adapter pour le rendre accessible à tous. Il s'agit de rendre accessible n'importe quel lieu, mais également n'importe quel bien, n'importe quel service ou prestation à n'importe qui. Ainsi, comme le handicap ne se limite pas aux personnes en fauteuil roulant, l'accessibilité ne se limite pas à l'installation de rampes.

¹ Loi n°2005-102 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

² Convention relative aux droits des personnes handicapées des Nations Unies, article 9.

³ Extrait de la Loi du 11 février 2005.



La loi du 11 février 2005 réaffirme « le principe de l'accessibilité à tous pour tout » qui englobe donc :

- ✦ l'accès au bâtiment (entrée, circulation et utilisation des équipements) ;
- ✦ l'accès à l'information ;
- ✦ l'accès à la communication ;
- ✦ l'accès aux prestations.

L'accessibilité est une composante de la lutte contre la discrimination.



« Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente⁴. »

De plus, au-delà de la lutte contre des discriminations, l'accessibilité peut être pensée plus largement et concerner tout le monde. En effet, la pratique montre que ce qui est un besoin pour certains, devient un confort pour les autres : tout le monde profite des portes plus larges et automatiques, d'une signalétique claire et bien visible, de la multiplication des canaux de communication pour faire passer des informations... Ainsi, les rampes, conçues pour les personnes en fauteuil roulant, sont empruntées par les personnes avec poussette ou chariot à roulettes, les personnes âgées, les blessés en béquilles ou, plus largement, par tous ceux qui préfèrent tout simplement une pente douce à une série de marches. L'accessibilité revêt une certaine universalité : c'est ce qu'on appelle la « conception universelle » ou encore le « design for all ». Par conséquent, se soucier de l'accessibilité de son établissement recevant du public (ERP) revient, non pas à s'intéresser à une éventuelle petite partie de ses clients, usagers ou patients, mais bien à investir pour une qualité d'accueil et de service pour toutes les personnes, qui entreront dans son établissement.

3) Rappel des obligations

Tous les ERP, depuis 2005, ont pour obligation de rendre leurs locaux et leurs services, accessibles.

a. Pour les bâtiments neufs

Quelle que soit sa catégorie, un ERP neuf doit rendre accessible chaque mètre carré et l'ensemble de ses prestations et services, sans aucune dérogation possible.



Pour connaître le détail des obligations légales, vous pouvez lire l'arrêté du 1^{er} août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-11 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création.

⁴ Décret n°2006-555 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation, article R.111-19-2.



b. Pour les bâtiments existants

Pour les ERP de 5^e catégorie



« Avant le 1^{er} janvier 2015, une partie du bâtiment ou de l'installation doit fournir, dans le respect des dispositions mentionnées au a du II, l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu⁵. »

Les ERP de 5^e catégorie sont l'objet d'obligations spécifiques, plus souples que celles concernant les autres catégories d'ERP. En effet, avant le 1^{er} janvier 2015 ou en fin d'Ad'AP⁶, seule une partie du bâtiment ou de l'installation doit fournir, l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu. Si l'ensemble du bâtiment est accessible, la situation est idéale, néanmoins, l'obligation légale ne porte que sur une partie. En revanche, cette zone, la plus proche possible de l'entrée principale et traversée par le cheminement habituel, doit proposer l'ensemble des prestations prévues dans l'établissement, afin de respecter le principe d'égalité.

Pour les ERP de la 1^{re} à la 4^e catégorie



« Les établissements recevant du public existants ou créés dans un cadre bâti existant autres que ceux de cinquième catégorie doivent être rendus accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap⁷ », conformément aux points suivants : « Les cheminements extérieurs, le stationnement des véhicules, les conditions d'accès et d'accueil dans les bâtiments, les circulations horizontales et verticales à l'intérieur des bâtiments, les locaux intérieurs et les sanitaires ouverts au public, les portes et les sas intérieurs et les sorties. Les revêtements des sols et des parois ainsi que les équipements et mobiliers intérieurs et extérieurs susceptibles d'y être installés, notamment les dispositifs d'éclairage et d'information des usagers⁸. »

En d'autres termes, les ERP de la 1^{re} à la 4^e catégorie sont tenus de rendre accessible l'intégralité de leur espace ouvert au public, ainsi que les abords de leur établissement (stationnement et cheminements extérieurs), depuis le 1^{er} janvier 2015 ou en fin d'Ad'AP.

⁵ Article R. 111-19-8 du Code de la construction et de l'habitation.

⁶ Agenda d'Accessibilité Programmée. Protocole dans lequel tout gestionnaire ou propriétaire dont le ou les ERP ne sont pas accessibles au 31 décembre 2014 doivent entrer. L'Ad'AP doit être déposé avant le 27 septembre 2015.

⁷ Article R111.19-8 du Code de la construction et de l'habitation.

⁸ Article R111.19-7 du Code de la construction et de l'habitation.



II - Rendre accessibles ses prestations à tous les publics

Au-delà du local en lui-même, l'accessibilité et la qualité de l'accueil de tous les publics passent par une attitude et un comportement adéquats des professionnels.

1) attitudes et comportements généraux

L'accessibilité démarre avec le bon sens et l'attention que l'on porte à autrui. En effet, pour de nombreux aspects, il suffit de se mettre, fut-ce un court instant, à la place de l'autre, d'adopter sa logique, son point de vue afin d'identifier les écueils usuels, inhérents et récurrents à sa condition, pour les dépasser.

Le gestionnaire de l'ERP est, par définition, au service du public, de son public. Son souci principal est donc la satisfaction des besoins ou des désirs de ses clients ou usagers, dans toute leur diversité. L'âge, le sexe, la situation familiale ou financière sont autant de paramètres qui démultiplient les profils des clients et usagers, et donc leurs attentes. Pour y répondre, les professionnels ont appris à connaître certains archétypes, à écouter les clients et usagers, à cibler leurs attentes et à œuvrer pour les satisfaire. Au final, quand on parle d'attitude et de comportement adéquats pour accueillir un public handicapé, c'est de cela qu'il s'agit.

Ainsi, le premier pas dans la mise en accessibilité de votre établissement et de vos prestations, la première main tendue vers votre interlocuteur réside dans votre volonté d'accueillir et satisfaire absolument tous ceux qui se présentent à vous. Ainsi, la politesse, la bienveillance, l'écoute, les attentions sont autant de facilitateurs pour rendre le quotidien des personnes handicapées plus confortable. Il s'agit-là de termes-clés de base pour tout vendeur ou commerçant ou interlocuteur en relation avec le public. Le savoir-être est aussi important que le savoir-faire. Adoptez donc la même attitude que pour n'importe quelle personne.

- Ne la dévisagez pas, soyez naturel, ne vous formalisez pas de certaines attitudes ou certains comportements qui peuvent paraître étranges.
- Faites attention à votre langage, n'employez pas de vocabulaire irrespectueux ou discriminant.
- Considérez la personne à besoins spécifiques comme un client ordinaire : adressez-vous à elle directement et non pas son accompagnateur, s'il y en a un, ne l'infantilisez pas et vouvoyez-la.
- Ne caressez pas le chien guide d'aveugle ou le chien d'assistance, il travaille.
- Portez une attention particulière à la qualité de la communication. Parlez bien en face de la personne, en adaptant votre attitude (vocabulaire, articulation, intonation, gestes...) à sa capacité de compréhension.
- Proposez, mais n'imposez jamais votre aide. Ne soyez pas surpris si la personne refuse : elle est à même de vous indiquer ce qu'elle attend de vous ou la manière de l'aider.
- Gardez le sourire et faites preuve de patience pour éviter de la mettre en difficulté : un accueil et un service adapté de qualité peut demander plus de temps.
- Ayez à disposition un moyen de communication écrite, par exemple, carnet, stylo, tablette tactile...
- Si des écrans télévisés sont présents dans votre établissement, veillez à activer le sous-titrage ainsi que l'audio-description.



2) Attitudes et comportement spécifiques

Accueillir le public, à besoins spécifiques ou non, est au cœur de votre métier. Faire preuve de politesse, de bienveillance, d'écoute, d'attentions pour satisfaire vos clients, usagers et patients va de soi pour vous. Il en va de même pour les personnes handicapées dont la qualité de vie dépend sensiblement de l'environnement et du comportement de la collectivité à leur égard. Ainsi, l'accueil d'une personne handicapée doit être aussi naturelle que celui d'une personne âgée, par exemple, laquelle peut déjà connaître certaines des difficultés rencontrées par les personnes handicapées (difficulté de repérage, de compréhension, problèmes de mobilité, de vue ou d'audition...). De plus, si ces adaptations sont nécessaires pour les personnes âgées ou handicapées, c'est une qualité de service qui est profitable à tous. En effet, au-delà du handicap, une poussette, des sacs de course, une entorse de la cheville, un sac de voyage sont autant d'entraves à une circulation aisée dans la Cité, et sont autant de situations auxquelles profite un environnement pensé pour tous.

a . Personnes avec une déficience auditive



La déficience auditive concerne environ 9,2 % de la population française, soit une part non négligeable de la population totale. En 2012⁹, 5,4 millions de personnes souffrent de limitations fonctionnelles auditives moyennes à totales. La surdité peut être de naissance ou accidentelle et entrave sensiblement la communication orale et l'accès à l'information sonore. A cela s'ajoute le manque d'information écrite dans les lieux publics. Le handicap auditif est un des handicaps les moins visibles, pourtant il est un des plus pénalisants puisque les difficultés, voire l'impossibilité de communication avec la majorité de la population est un puissant vecteur d'isolement et de mise à l'écart de la société.

La Langue des Signes Française (LSF) est un moyen efficace pour échanger avec une personne sourde signante (qui utilise la LSF). Néanmoins, il existe d'autres solutions, plus simples, pour permettre la communication avec un client sourd ou malentendant. Ces solutions sont multiples et varieront selon votre interlocuteur. En effet, certains sourds signent, d'autres s'expriment à l'oral, d'autres encore utilisent le Langage Parlé Complété (LPC, code qui associe la parole à des gestes-soutiens de la main au niveau de la bouche), beaucoup s'appuient sur la lecture labiale (lecture sur les lèvres), mais celle-ci n'est qu'une aide partielle, qu'un complément aux informations auditives. Les jeunes générations maîtrisent la lecture et l'écriture, contrairement aux plus anciens qui ont, pour la majorité, plus de difficultés. Au professionnel et au client de s'entendre sur le moyen de communication le plus confortable pour ce dernier. Néanmoins, voici un certain nombre d'exemples de facilitateurs :

- Soyez attentif au fait que l'interlocuteur tende l'oreille ou qu'il pointe celle-ci du doigt et qu'il secoue la tête, pour repérer une personne atteinte d'un handicap auditif.
- Assurez-vous que la personne vous regarde avant de commencer à lui parler.
- Gardez la bouche dégagée (ne mettez pas votre main devant votre bouche) et bien éclairée, en évitant les contre-jours.
- Parlez face à la personne, distinctement, en adoptant un débit normal, sans exagérer l'articulation et sans crier.
- Privilégiez des phrases courtes et un vocabulaire simple.
- Utilisez le langage corporel pour accompagner votre discours : pointer du doigt, expressions du visage, etc...
- Proposez de quoi écrire, en mimant l'écrit ou en montrant un calepin, par exemple, si la personne sait lire et écrire (majoritairement les jeunes générations).

⁹Source : Enquête ESPS, 2012, IRDES



- Vérifiez que la personne a bien compris le message en l'invitant à reformuler ou en reformulant vous-même.
- Veillez à afficher de manière visible, lisible et bien contrastée, les prestations proposées et leurs prix.
- Assurez-vous que chacun puisse voir tout le monde, par exemple grâce à une table ronde.
- Pour orienter une personne avec un handicap auditif, placez-vous à côté d'elle et indiquez par des gestes clairs le chemin à suivre ou le lieu à atteindre.
- Pour les personnes appareillées, on peut installer une boucle à induction magnétique à signaler par le pictogramme adéquat, en s'assurant régulièrement qu'elle fonctionne.



De nombreuses formations de LSF existent et permettent d'intégrer les bases de cette langue à part entière. Connaître quelques mots rudimentaires de LSF (Bonjour, merci, au revoir) est souvent apprécié. Quelques dictionnaires sont disponibles sur internet :

- 🔗 <http://bordeaux.cci.fr/Votre-CCI/Suivre-nos-actions/Publications/Guides/Commerçants-et-artisans-parlez-en-langue-des-signes>
- 🔗 <http://www.lsf dico-inj smetz.fr/recherche-par-mot.php>
- 🔗 <http://www.pisourd.ch/index.php?theme=dicocomplet>

b. Personnes avec une déficience visuelle



Le handicap visuel s'échelonne depuis le trouble visuel jusqu'à la cécité complète. On estime, en France, qu'il y a 70 000 personnes aveugles et 1 700 000 personnes malvoyantes¹⁰. Ainsi, contrairement à une personne aveugle, une personne malvoyante ne se reconnaît pas automatiquement au premier abord, d'autant que le handicap peut être visible mais bien compensé par la personne, ou invisible mais bien réel et trompeur. Il existe, schématiquement, trois types de difficultés visuelles :

● Tout percevoir mais de façon très floue



➔ Tout est « aperçu », rien n'est vraiment « distingué » car les contrastes et les couleurs sont atténués.

➔ Impossible de se déplacer en sécurité, d'apprécier le relief, la distance d'un obstacle, ou de lire.

● N'avoir qu'une perception centrale ou tubulaire



➔ Seule la vision centrale subsiste dans un champ tubulaire avec une bonne perception des détails.

➔ Les déplacements et l'appréhension de l'espace sont impossibles.

¹⁰Enquête HID de 2005



● N'avoir qu'une perception périphérique ou atteinte de la vision centrale



➔ Seule la vision centrale subsiste dans un champ tubulaire avec une bonne perception des détails.

➔ Les déplacements et l'appréhension de l'espace sont impossibles.

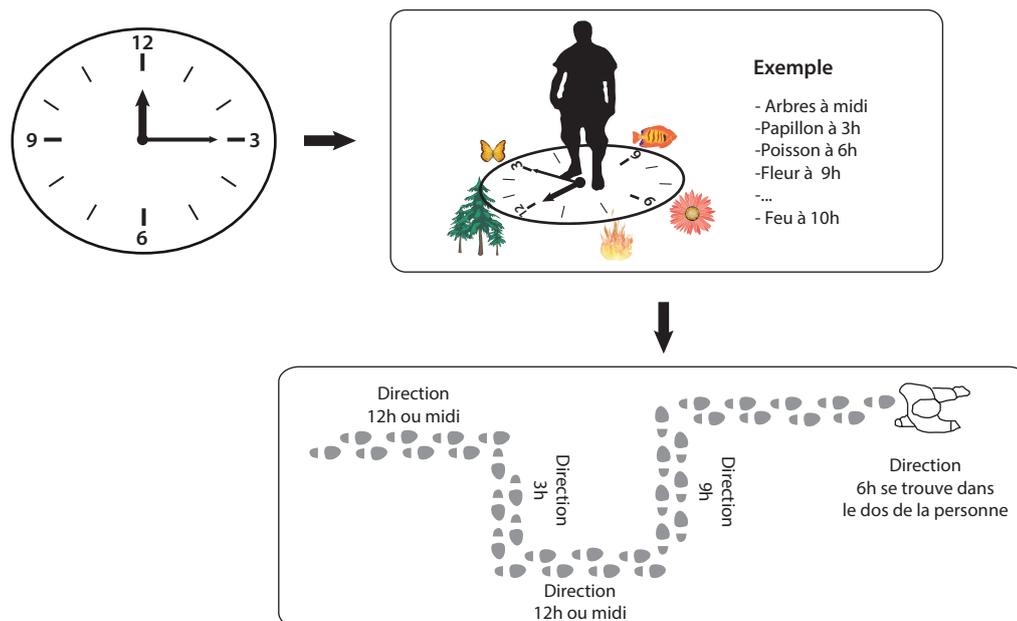
L'usage de la lecture et de l'écriture, le repérage des lieux et des entrées, l'orientation, les déplacements, et l'identification des obstacles et des personnes sont les principales difficultés qu'elles rencontrent.

Les personnes aveugles ou malvoyantes compensent leur déficience, notamment par l'audition et le toucher, il est donc inutile de parler plus fort. Cependant, il est vrai qu'un certain nombre d'entre eux connaissent, en plus, une perte d'audition qui peut être liée à l'âge ou à des maladies invalidantes. La personne handicapée visuelle est également la plus à même de vous indiquer quelle aide lui apporter. Il faut donc, en tout premier lieu, être ouvert aux demandes et aux besoins de la personne, sans chercher à s'imposer à elle. D'une manière plus générale, il ne faut pas hésiter à combler l'absence de vision par la parole et apporter un maximum d'informations à travers votre discours.

- Présentez-vous oralement en donnant la fonction que vous occupez. Si l'environnement est bruyant, parlez bien en face de la personne.
- Adressez-vous à la personne handicapée et non à son accompagnateur, s'il y en a un. Si la personne est accompagnée de son chien guide, ce dernier travaille, ne le caressez pas.
- Informez la personne des actions que vous réalisez pour la servir. Précisez oralement si vous vous éloignez et si vous revenez (« je pars », « je suis revenu »).
- S'il faut se déplacer, ne prenez pas le bras de la personne. Proposez le vôtre et marchez un peu devant pour guider, en adaptant votre rythme. Si la personne a un chien guide d'aveugle ou une canne, placez-vous de l'autre côté. Annoncez précisément et clairement les changements de direction et les obstacles.
- Acceptez les chiens guides d'aveugles dans l'établissement, même s'il s'agit d'un établissement du secteur de l'alimentation.
- Ne dérangez pas le chien guide d'aveugle, en l'appelant, le caressant, le distrayant, en saisissant son harnais : il travaille.
- Certaines personnes peuvent signer des documents. Dans ce cas, il suffit de placer la pointe à l'endroit où elles vont apposer leur signature.
- Informer la personne déficiente visuelle sur l'environnement en décrivant précisément et méthodiquement l'organisation spatiale du lieu, ou encore de la table, d'une assiette... (utilisez la technique du cadran d'horloge par exemple : les portes-manteaux se trouvent à midi et la caisse à 3h). Évitez les termes purement visuels comme « par ici », « par là-bas »...N'hésitez pas à employer le vocabulaire habituel comme par exemple « voir ».



Ci-dessous, un schéma explicatif de la technique du cadran d'horloge :



- Prévenez de tout changement dans l'environnement.
- Si la personne est amenée à s'asseoir, guidez sa main sur le dossier et laissez-la s'asseoir elle-même.
- Si de la documentation est remise (menu, catalogue...), proposez d'en faire la lecture ou le résumé.
- Présenter et décrire les prestations proposées si cela s'avère utile pour le repérage de la personne.
- Concevoir une documentation adaptée en gros caractères (lettres bâton et police de caractère 16, minimum 4.5 mm) ou imagée, et bien contrastée.
- N'hésitez pas à proposer de l'aide si une personne semble perdue, en vous approchant pour qu'elle comprenne que vous vous adressez à elle.



Il existe des tablettes numériques qui ouvrent de nombreuses possibilités que ce soit pour la transmission d'informations que pour les modes de lecture que l'on peut individualiser et moduler selon le profil du client, du patient ou de l'utilisateur : choix de la langue, choix du texte ou de l'image, choix du niveau de contraste et de l'agrandissement de caractères... Cet éventail d'adaptations présente un intérêt indéniable pour l'accessibilité qui vient s'ajouter à l'attractivité des nouvelles technologies.

Les chiens guides d'aveugles

Le chien guide d'aveugle aide son maître dans les déplacements, en les rendant plus fluides et plus sécurisés. Il a appris à éviter les obstacles au sol, le cheminement sur les trottoirs, les passages piétons et l'utilisation des transports en commun, des ascenseur et toilettes.

La loi du 11 février 2005 réaffirme la liberté d'accès à tous les ERP, même du secteur de l'alimentation, pour les chiens guides d'aveugles et les chiens d'assistance. Le chien guide d'aveugle se reconnaît à son harnais spécifique.



Qu'ils soient en apprentissage avec leur formateur ou définitivement éduqués avec leur maître, ces chiens peuvent accéder gratuitement et sans muselière dans les transports en commun et les taxis, les locaux ouverts au public (commerces, restaurants, salles d'attente des hôpitaux et cabinets médicaux, les lieux de loisirs) et les locaux permettant une activité professionnelle, formatrice ou éducative.

« Le fait d'interdire l'accès aux chiens accompagnant les personnes titulaires de la carte d'invalidité est passible d'une contravention de 3^e classe, soit 150€ à 450€¹¹ ».



« La présence d'un chien guide d'aveugle ou d'assistance aux côtés de la personne handicapée ne doit pas entraîner de surfacturation supplémentaire dans l'accès aux services et prestations auxquels celle-ci peut prétendre¹². »

C. Personnes avec une déficience motrice

Le handicap moteur revêt plusieurs formes, il peut toucher une partie comme l'ensemble du corps. Les personnes dites à mobilité réduite peuvent se déplacer debout, à l'aide d'une ou deux cannes, de béquilles, d'un déambulateur ou encore en fauteuil. C'est pourquoi l'on distingue les Usagers en Fauteuil Roulant (UFR) et les Personnes à Mobilité Réduite (PMR). Les déficiences motrices entravent les déplacements, mais également la préhension d'objets et parfois la parole. Les UFR rencontrent donc généralement des difficultés et de la fatigabilité dans les déplacements sur de longues distances ; la présence de marches, ou de dénivelés trop importants, des largeurs de passages insuffisantes, la hauteur des équipements ou objets sont autant de points bloquants. Les PMR affrontent, quant à elles, des difficultés et de la fatigabilité dans les déplacements sur de longues distances, et d'autant plus si le parcours est semé d'obstacles comme des marches ou des pentes. La station debout et les attentes prolongées peuvent s'avérer particulièrement pénibles.

L'aide apportée se traduira le plus souvent par la facilitation et la sécurisation des déplacements.

- Assurez-vous que les espaces de circulation sont suffisamment larges, dégagés et libres de tout obstacle.
- Mettez, si possible, à disposition des bancs et des sièges de repos.
- Dans une file d'attente, indiquez à la personne la file prioritaire si elle ne l'a pas vue.
- Proposez l'aide sans l'imposer. Informez la personne du niveau d'accessibilité de l'environnement pour qu'elle puisse juger si elle a besoin d'aide ou pas.
- En cas de guidage d'un fauteuil, évitez les mouvements brusques et annoncez les manœuvres.
- Ne vous appuyez pas sur un fauteuil roulant : vous risquez non seulement de déséquilibrer la personne, mais aussi de la mettre mal à l'aise.
- Pour accompagner une personne qui se déplace debout, veillez à ne pas la déstabiliser et à marcher à ses côtés en respectant son rythme.
- Pour échanger avec une personne en fauteuil, il est préférable de vous placer à sa hauteur.
- Adressez-vous directement à la personne et non à son accompagnateur, s'il y en a un.
- Si la personne a des difficultés d'élocution, soyez patient et laissez-lui le temps de s'exprimer et de finir ses phrases. N'hésitez pas à faire répéter plutôt que de faire croire que vous avez compris.
- Acceptez les chiens d'assistance dans l'établissement, même s'il s'agit d'un établissement du secteur de l'alimentation.



Le chien d'assistance

Le chien d'assistance est destiné aux PMR et UFR. Il leur apporte une aide technique et répond à de nombreuses commandes : ramasser un objet, ouvrir portes et placards, allumer la lumière... Il porte également des sacs sur son dos dans lesquels son maître peut ranger ce dont il a besoin ou encore ce qu'il achète. C'est d'ailleurs ce sac qui permet de différencier un chien d'assistance d'un chien guide d'aveugle qui n'en possède pas.

La loi du 11 février 2005 réaffirme la liberté d'accès à tous les ERP, même du secteur de l'alimentation, pour les chiens guides d'aveugles et les chiens d'assistance. Qu'ils soient en apprentissage avec leur formateur ou définitivement éduqués avec leur maître, ces chiens peuvent accéder gratuitement et sans muselière dans les transports en commun et les taxis, les locaux ouverts au public (commerces, restaurants, salles d'attente des hôpitaux et cabinets médicaux, les lieux de loisirs) et les locaux permettant une activité professionnelle, formatrice ou éducative.

« Le fait d'interdire l'accès aux chiens accompagnant les personnes titulaires de la carte d'invalidité est passible d'une contravention de 3^e classe, soit 150€ à 450€¹³ ».



« La présence d'un chien guide d'aveugle ou d'assistance aux côtés de la personne handicapée ne doit pas entraîner de surfacturation supplémentaire dans l'accès aux services et prestations auxquels celle-ci peut prétendre¹⁴. »

D. Personnes avec une déficience mentale



Déficience intellectuelle et déficience cognitive

On distingue la déficience intellectuelle, comme la trisomie 21, qui ne peut être soignée, mais compensée par un environnement et un accompagnement adapté, et la déficience cognitive qui correspond à une déficience des capacités fonctionnelles (mémoire, fonctions exécutives, langage...) ou une déficience du traitement de l'information. On parle ainsi de troubles du développement pour les dyslexies¹⁵, dysorthographies¹⁶, dyscalculies¹⁷,... ou des troubles acquis comme les séquelles d'un traumatisme crânien ou d'un accident vasculaire-cérébral¹⁸.

Les handicaps cognitifs et intellectuels peuvent entraîner des problèmes de concentration et d'attention. Le déchiffrage et la mémorisation des informations et de la signalétique (pictogrammes) peuvent être plus ou moins difficiles selon les individus et selon le type d'informations et de signalétique (plus ou moins longues, plus ou moins abstraites, plus ou moins complexes). Il en va de même pour le repérage dans le temps et l'espace, ainsi que l'utilisation des appareils et des automates.

L'aide sera donc principalement humaine, dans l'attitude et l'accompagnement.

- Faites preuve de patience, d'écoute et de disponibilité, montrez-vous rassurant, tout en gardant une attitude naturelle. Sourire peut aider à mettre en confiance.
- Ne vous formalisez pas de certaines attitudes, ne faites pas de gestes de crainte ou de mépris.
- Adressez-vous directement à la personne et non à son accompagnateur, s'il y en a un.
- Parlez normalement avec des phrases simples, sans négation, en utilisant des mots faciles à comprendre.

¹⁵ Trouble de l'apprentissage de la lecture

¹⁶ Trouble de l'apprentissage de l'écriture

¹⁷ Trouble des apprentissages numériques (compter, maîtriser les opérations basiques)

¹⁸ Accident mettant en danger le fonctionnement d'une ou plusieurs zones du cerveau.



- Évitez les longs raisonnements.
- N'infantilisez pas et vouvoyez la personne.
- Faites appel à l'image, à la reformulation, à la gestuelle en cas d'incompréhension, en utilisant un catalogue, un plan, un dessin par exemple.
- Proposez votre aide, ne faites pas à la place de la personne.
- Laissez la personne réaliser seule certaines tâches, même si cela prend du temps.
- N'abandonnez pas la personne handicapée, sans relais.
- Utilisez une signalétique adaptée et des écrits en « facile à lire et à comprendre ».
- Aidez la personne pour le règlement, notamment dans le comptage de l'argent.
- Refusez les conversations intimes, réorientez la conversation fermement et clairement.
- Acceptez le chien d'assistance dans votre établissement, même s'il s'agit d'un établissement du secteur de l'alimentation.

Le chien d'assistance

Le chien d'assistance est destiné également aux personnes atteintes d'un handicap mental. Il leur apporte une aide technique et peut porter des sacs sur son dos dans lesquels son maître peut ranger ce dont il a besoin ou encore ce qu'il achète. C'est d'ailleurs ce sac qui permet de différencier un chien d'assistance d'un chien guide d'aveugle qui n'en possède pas. Mais, au-delà de cette aide, le chien est un compagnon au quotidien, un soutien moral, affectif, et constitue un formidable lien avec l'environnement. Il favorise ainsi l'insertion sociale des personnes handicapées.

La loi du 11 février 2005 réaffirme la liberté d'accès à tous les ERP, même du secteur de l'alimentation, pour les chiens guides d'aveugles et les chiens d'assistance. Qu'ils soient en apprentissage avec leur formateur ou définitivement éduqués avec leur maître, ces chiens peuvent accéder gratuitement et sans muselière dans les transports en commun et les taxis, les locaux ouverts au public (commerces, restaurants, salles d'attente des hôpitaux et cabinets médicaux, les lieux de loisirs) et les locaux permettant une activité professionnelle, formatrice ou éducative.



« Le fait d'interdire l'accès aux chiens accompagnant les personnes titulaires de la carte d'invalidité est passible d'une contravention de 3^e classe, soit 150€ à 450€¹⁹ ».

« La présence d'un chien guide d'aveugle ou d'assistance aux côtés de la personne handicapée ne doit pas entraîner de surfacturation supplémentaire dans l'accès aux services et prestations auxquels celle-ci peu prétendre²⁰. »



Pour aller plus loin sur la déficience mentale :

Guide du facile à lire et à comprendre (Unapei) :

http://www.unapei.org/IMG/pdf/Guide_ReglesFacileAlire.pdf

Guide de l'accessibilité des personnes handicapées mentales (Unapei) :

http://www.unapei.org/IMG/pdf/Unapei_Guide_pratique_signalétique_et_pictogrammes.pdf

Guide pratique de la signalétique et des pictogrammes (Unapei) :

http://www.adapei66.org/UserFiles_adapei66/files/Unapei_Guide_pratique_signalétique_et_pictogrammes.pdf

¹⁹Article R241-22, Code de l'action sociale et des familles

²⁰Article 54, Loi n°2005-102 du 11 février 2005



E. Personnes avec des troubles psychiques

La déficience psychique n'affecte pas directement les capacités intellectuelles (c'est en cela qu'on la distingue du handicap mental) et les troubles sont plus ou moins importants. On peut citer notamment les troubles dépressifs graves, les troubles anxieux, les troubles de la personnalité (bipolarité et schizophrénie), les Troubles Obsessionnels Compulsifs (TOC)... En 2014²¹, on estime que 3,3 millions de personnes ont connu une situation de handicap psychique au cours des douze derniers mois. Ce handicap impacte surtout le comportement, la communication et la relation avec autrui. En effet, les personnes atteintes de troubles psychiques rencontrent souvent des problèmes de concentration ainsi qu'une sensibilité au stress supérieure à la moyenne. Ils éprouvent des difficultés à maîtriser leurs émotions et leur comportement. Entrer en communication avec quelqu'un d'inconnu peut être une véritable épreuve. Les événements imprévus génèrent du stress et, potentiellement, des comportements étranges. Comme pour la déficience mentale, c'est l'aide humaine et une attitude adaptée de la part du professionnel qui permettra une qualité d'accueil satisfaisante pour la personne et les autres clients ou usagers. Les personnes atteintes de troubles psychiques ont ainsi principalement besoin d'être rassurées, entendues, prises en charge et de ne pas être bousculées, ni stressées.

a) Quelle attitude adopter ?

- Montrez-vous disponible, à l'écoute et patient, tout en adoptant une attitude rassurante (sans marque de stress, d'agacement ou d'énervement).
- L'interlocuteur peut être stressé sans forcément s'en rendre compte. Dialoguez dans le calme, sans le fixer.
- Ne le contredisez pas, ne faites pas de reproches et rassurez le en cas de problème.
- Soyez précis dans ses propos, au besoin, répétez calmement.
- Laissez la personne s'exprimer jusqu'au bout et laissez-lui le temps de réaction et d'expression.
- Évitez de répéter plusieurs fois la même question.

b) Que faire en cas de crise ?

- Restez calme et posé même si l'agitation de la personne est grande, et montrez-vous rassurant.
- Formulez des phrases courtes avec des mots simples.
- Tentez de focaliser son attention sur un élément environnemental (une image, un objet, un animal...) ou qui lui est familier (son entourage, son domicile...).
- Avec l'accord de la personne, mettez un tiers dans la relation ou la communication, afin de faire tomber la tension.
- Laissez toujours à la personne la possibilité de partir et de revenir.

²¹Chiffres tirés du Bulletin épidémiologique hebdomadaire n°11 – 15 avril 2014



III. Rendre accessible son établissement

Vous disposez au travers la réglementation de tout un arsenal de prescriptions pour rendre votre établissement accessible aux personnes handicapées notamment en ce qui concerne les revêtements des sols et murs, les cheminements verticaux et horizontaux, leur largeur, l'éclairage, l'information, etc. Toutefois, ces prescriptions laissent une large place à la créativité des aménageurs, pour garantir la plus grande diversité possible d'aménagements.

Pour concilier prescriptions et créativité, et apporter une aide, des informations et supports sont, entre autres, disponibles en téléchargement sur le site du ministère ou sur le site de l'AFNOR pour les documents de normalisation :

✦ outil d'autodiagnostic :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Outil-d-autodiagnostic-du-niveau-d.html>

✦ produits répondant aux besoins des personnes handicapées dans les établissements recevant du public :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Pratic-ERP-base-de-donnees-des.html>

✦ panorama des dispositifs locaux d'aide à la mise en accessibilité des commerces :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Panorama-des-dispositifs-locaux-d.html>

✦ locaux des professionnels de santé : réussir l'accessibilité :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-locaux-des-professionnels-de.html>

✦ cafés, hôtels, restaurants et discothèques : réussir l'accessibilité :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Cafes-hotels-restaurants-et.html>

✦ BP X35-075 Accessibilité des établissements recevant du public - Franchissement du dénivelé constitué par une marche d'entrée :

<http://www.boutique.afnor.org/norme/bp-x35-075/accessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-franchissement-du-denivele-constitue-par-une-marche-d-entree/article/785069/fa142546>

✦ NF X50-783 Organismes Handi-Accueillants :

<http://www.boutique.afnor.org/norme/nf-x50-783/accessibilite-et-inclusion-des-personnes-handicapees-organismes-handi-accueillants-exigences-et-recommandations-pour-l-inclu/article/821134/fa059321>

✦ NF P98-351 Éveil de vigilance - Caractéristiques, essais et règles d'implantation des dispositifs podo-tactiles au sol d'éveil de vigilance à l'usage des personnes aveugles ou malvoyantes :

<http://www.boutique.afnor.org/norme/nf-p98-351/cheminements-insertion-des-handicapes-veil-de-vigilance-caracteristiques-essais-et-regles-d-implantation-des-dispositifs/article/775517/fa140125>

✦ NF P98-352 Bandes de guidage tactiles au sol à l'usage des personnes aveugles ou malvoyantes ou des personnes ayant des difficultés d'orientation :

<http://www.boutique.afnor.org/norme/nf-p98-352/cheminements-bandes-de-guidage-tactile-au-sol-a-l-usage-des-personnes-aveugles-et-malvoyantes-ou-des-personnes-ayant-des-diff/article/818613/fa183172>

✦ BP P96-101 Accessibilité aux personnes handicapées - Référentiel de bonnes pratiques sur l'évacuation des personnes handicapées dans les établissements recevant du public :

<http://www.boutique.afnor.org/norme/bp-p96-101/accessibilite-aux-personnes-handicapees-referentiel-de-bonnes-pratiques-sur-l-evaluation-des-personnes-en-situation-de-handica/article/822591/fa059511>



✦ BP P96-102 Accessibilité aux personnes handicapées - guide de bonnes pratiques sur la gouvernance de la chaîne de l'accessibilité d'un bâtiment et de ses abords :

🔗 <http://www.boutique.afnor.org/norme/bp-p96-102/accessibilite-aux-personnes-handicapees-guide-de-bonnes-pratiques-sur-la-gouvernance-de-la-chaîne-de-l-accessibilite-d-un-bati/article/724149/fa169024>

✦ BP P96-103 Recueil de bonnes pratiques sur l'accessibilité des équipements dans le cadre bâti :

🔗 <http://www.boutique.afnor.org/norme/bp-p96-103/referentiel-de-bonnes-pratiques-sur-l-accessibilite-des-equipements-dans-le-cadre-bati/article/813573/fa169022>

✦ BP P96-104 Accessibilité aux personnes handicapées - Signalétique de repérage et d'orientation dans les établissements recevant du public :

🔗 <http://www.boutique.afnor.org/norme/bp-p96-104/accessibilite-aux-personnes-handicapees-signaletique-de-reperage-et-d-orientation-dans-les-etablissements-recevant-du-public/article/818346/fa181424>



Documents de référence

 Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, *Le service public : guide de l'accueil des personnes en situation de handicap* [en ligne], Edition Dicom, 2014. Disponible sur :

 <http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/Guide%20Accessibilité%20Service%20public.pdf>

 CNISAM, *Bonnes pratiques face aux personnes déficientes ou en situation de handicap* [en ligne], 2013. Disponible sur :

 http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/CNISAM%20Fiche%20Bonnes_pratiques%20face%20aux%20PH.pdf

 Ministère des affaires sociales, *Vivre ensemble, guide des civilités à l'usage des gens ordinaires* [en ligne], 2009. Disponible sur :

 http://www.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/guide_vivreensemble.pdf

 MEDDTL, Ministère du travail, de l'emploi et de la santé, *Le chien guide ou le chien d'assistance – le compagnon du quotidien* [en ligne], 2011. Disponible sur :

 http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/chien_guide_16p.pdf

 Comité régional du tourisme Paris Île-de-France, *Accueillir une personne à besoins spécifiques* [en ligne], 2013. Disponible sur :

 <http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/Guide%20CRT%20Accueillir%20une%20personne%20à%20besoins%20spécifiques.pdf>

Ce document a été élaboré par la DMA, en collaboration avec :

- APAJH (Association pour Adultes et Jeunes Handicapés)
- CDCF (Conseil du Commerce de France)
- CFPSAA (Confédération Française pour la Promotion Sociale des Aveugles et Amblyopes)
- CGAD (Confédération Générale de l'Alimentation en Détail)
- CGPME (Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises)
- FCD (Fédération des entreprises du Commerce et de la Distribution)
- UMIH (Union des Métiers et Industries de l'Hôtellerie)
- UNAPEI (Union nationale des association de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis)
- SYNHORCAT (Syndicat National des Hôteliers, Restaurateurs, Cafetiers et Traiteurs)



La Délégation ministérielle à l'accessibilité

Elle veille au respect des règles d'accessibilité, coordonne et assure la cohérence des actions menées par le ministère dans ce domaine. Soucieuse d'une meilleure intégration des personnes handicapées, elle veille à créer les conditions du dialogue, par un travail d'écoute et d'échange avec tous les acteurs de l'accessibilité et notamment les associations de personnes handicapées, pour faire émerger les synthèses nécessaires au déploiement de la politique d'accessibilité.

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer
Ministère du Logement et de l'Habitat durable

Secrétariat général
Délégation ministérielle à l'accessibilité

Tour Pascal A
92055 La Défense cedex
Tél. : +33 (0)1 40 81 21 22

www.developpement-durable.gouv.fr - www.logement.gouv.fr

7. Contrats de maintenance des équipements d'accessibilité

8. Description des formations et attestations de formation des personnels chargés de l'accueil des personnes handicapées (ERP des catégories 1 à 4)

9. Documents spécifiques établissement de transport collectif (gares, aéro-gares...)